



ACTUEL DANIEL VÉZINA LE RETOUR AUX FOURNEAUX

SPORTS
LE DÉPART DES EXPOS
EN PHOTOS
PAGES 8 ET 9

DOSSIER

**UN QUÉBÉCOIS
SUR QUATRE
ENTRE AU
TRAVAIL À
RECULENS.
ET VOUS?**

> REPORTAGES
> TÉMOIGNAGES
> TESTS

À LIRE DÈS DEMAIN



Merck retire un remède du marché

L'anti-inflammatoire
Vioxx fait doubler
les risques d'accidents
cardiaques et
cardio-vasculaires

DENIS ARCAND

Vioxx, un anti-inflammatoire inventé à Montréal et prescrit dans 80 pays, a été volontairement retiré du marché hier par son fabricant parce qu'il fait doubler les risques d'accidents cardiaques et cardiovasculaires.

La multinationale pharmaceutique américaine Merck & Co a dit hier avoir pris connaissance jeudi soir dernier de nouvelles données cliniques indiquant un taux d'infarctus et d'ACV de 15 par 1000 patients, tandis que ce taux n'est que de 7,5 par 1000 patients chez ceux qui ne prenaient pas de Vioxx. Merck a avisé les autorités pharmaceutiques américaines lundi et a pris la décision de retirer Vioxx du marché mardi.

« Nous encourageons les patients qui prennent Vioxx à contacter leurs médecins pour discuter de l'arrêt du Vioxx et d'un traitement autre », a déclaré hier Raymond Gilmartin, le président de Merck, lors d'une conférence de presse tenue au New Jersey et diffusée sur Internet.

> Voir REMÈDE en A8

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**

Le mandat d'Adrienne Clarkson est prolongé. Le délai pour le remboursement de la dette nationale aussi.

SOMMAIRE

Astrologie du jour	AFFAIRES 11
Bandes dessinées	AFFAIRES 14
Bridge	AFFAIRES 13
Décès	AFFAIRES 13
Feuilleton	AFFAIRES 14
Forum	A 14 et 15
Horaires cinémas	ARTS 6, 7
Horaire télévision	ARTS 2
Loterie	A 7
Mots croisés	AFFAIRES 12 et SPORTS 12
Mot mystère	AFFAIRES 14
Observateur	AFFAIRES 9
Petites annonces	AFFAIRES 9 et AFFAIRES 2

Météo

Ensoleillé, maximum 20, minimum 10, plus de détails en page

SPORTS 16



6 21924 98765 1

États-Unis Le débat des candidats à la présidence, prise 1

« UNE COLOSSALE ERREUR DE JUGEMENT »

Kerry critique vivement Bush quant à sa décision d'avoir attaqué l'Irak

ALEXANDRE SIROIS

CORAL GABLES — John Kerry a profité hier du premier débat présidentiel de la course à la Maison-Blanche pour livrer une charge à fond de train contre George W.

Bush, dénonçant avec ardeur sa décision d'avoir attaqué l'Irak et sa gestion de la guerre.

« Ce président a fait, j'ai le regret de le dire, une colossale erreur de jugement. Et le jugement est ce que nous recherchons chez le président

des États-Unis d'Amérique », a soutenu le candidat démocrate.

Au coeur du message de Kerry, martelé de telle façon qu'il a parfois semblé décontenancer Bush, se trouvait l'affirmation que le président s'est détourné du terroriste

Oussama ben Laden et de l'Afghanistan pour attaquer l'Irak.

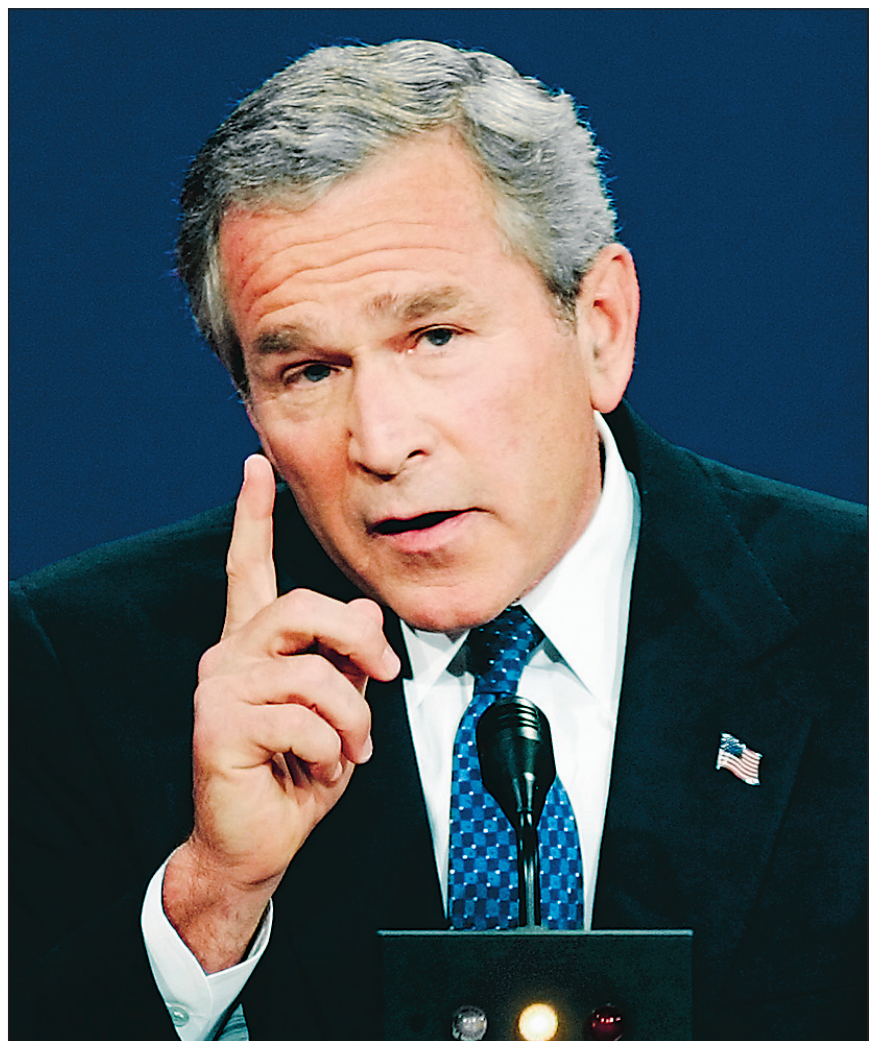
> Voir ERREUR en A6

AUTRES TEXTES

Le débat des candidats, A2 et A3



John Kerry a entre autres reproché à George W. Bush de s'être détourné du terroriste Oussama ben Laden et de l'Afghanistan pour attaquer l'Irak.



Le président Georges W. Bush a utilisé à plusieurs reprises sa tactique préférée : affirmer que John Kerry modifie constamment ses positions.

Effroi en Irak La société civile est de nouveau touchée au coeur de Bagdad

Au moins 37 enfants tués dans trois attentats

ANNE-SOPHIE LE MAUFF
COLLABORATION SPÉCIALE

BAGDAD — Après quelques jours d'accalmie, c'est de nouveau l'effroi à Bagdad où trois attentats ont plongé hier après-midi la capitale irakienne dans un véritable bain de sang.

Deux véhicules piégés, dont au

moins un conduit par un kamikaze, ont explosé à proximité d'une station de pompage d'eau qui était en train d'être inaugurée dans le quartier très populaire d'Al Amel, au sud-ouest de la capitale.

Parmi les victimes, on dénombre une majorité d'enfants — 37 au total — venus assister à la cérémonie

avec leurs parents. Alors que d'épaisses fumées noirâtres se dégageaient des carlingues en feu, que des corps déchiquetés et carbonisés gisaient sur le bitume craquelé, une autre voiture piégée a explosé près d'un barrage de la garde nationale irakienne, à un kilomètre du premier lieu de l'attentat.

Ce troisième véhicule chargé d'explosifs aurait tué au moins quatre autres Irakiens et provoqué un véritable mouvement de panique chez les survivants, parmi lesquels on compte 200 blessés.

> Voir ENFANTS en A6

Le vaccin de la grippe sera offert gratuitement aux tout-petits

SARA CHAMPAGNE

Une première au Québec, le vaccin contre la grippe sera dorénavant offert gratuitement à tous les enfants âgés de 6 à 23 mois. La province répond ainsi aux recommandations émises par le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) en septembre, qui ajoute les enfants au groupe de ceux qui sont vaccinés gratuitement en raison de leur risque plus élevé de complications et d'hospitalisation secondaires à

l'influenza, a annoncé hier à La Presse le ministère de la Santé.

1,6 million de doses

Québec compte distribuer près de 1,6 million de doses à l'ensemble de la population, au cours de sa campagne de vaccination qui doit débiter le 1^{er} novembre. Il s'agit d'une augmentation de 100 000 doses comparativement à l'an dernier. Jusqu'à maintenant, le vaccin n'était offert gratuitement qu'aux personnes âgées de plus de 60 ans et aux enfants at-

teints d'un trouble cardiaque, pulmonaire chronique ou d'une immunodéficience.

Selon Santé Canada, un enfant sur quatre contracte la grippe au cours d'une saison intense. L'an dernier, l'agence a été informée de quatre décès d'enfants attribués au virus grippal. Au pays, près de 1500 personnes sont mortes à cause de la grippe ou d'une pneumonie consécutive à la maladie l'an dernier.

> Voir VACCIN en A8



**LA RUSSIE
RATIFIERA
KYOTO**

PAGE A10

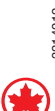
Cliquez, imprimez, décollez !

Découvrez l'enregistrement aircanada.com

Maintenant, pour tous vos voyages au Canada, vous pouvez passer de votre ordinateur à votre vol en un rien de temps. C'est simple : vous n'avez qu'à vous enregistrer en ligne sur aircanada.com, choisir votre siège et imprimer votre carte d'accès à bord. Une fois à l'aéroport, vous pouvez vous présenter directement à votre porte d'embarquement. Tout cela en un rien de temps.

Pour connaître tous les détails, visitez aircanada.com

AIR CANADA



DÉBAT BUSH-KERRY

« Des signaux confus envoient le mauvais message à nos troupes, à nos alliés et aux citoyens de l'Irak. »
— George W. Bush



PHOTO JIM BOURG, REUTERS
Le journaliste Jim Lehrer, qui avait pensé et rédigé des questions à la fois fines et costaudes, a plutôt mené deux entrevues parallèles que dirigé un débat, hier soir.

« C'est un travail difficile, Jim... »

NATHALIE COLLARD

John Kerry s'est inquiété pour rien. Le candidat démocrate craignait que l'utilisation de voyants lumineux sur les lutrins des candidats fasse ressembler le débat à un jeu télévisé.

Mais le débat d'hier n'avait rien du quizz télévisé *Jeopardy*. En fait, peut-on vraiment parler d'un débat ? Il s'agissait plutôt de deux entrevues parallèles menées par le journaliste Jim Lehrer. Résultat : John Kerry et George W. Bush ont passé la soirée à s'adresser à Jim et à regarder dans sa direction plutôt que fixer la caméra et regarder le peuple américain dans les yeux.

Il faut dire que les règles encadrant le débat d'hier étaient les plus sévères jamais adoptées depuis la tenue du premier débat présidentiel, en 1960.

Les voyants verts, jaunes et rouges punctuaient la durée des interventions des deux adversaires. Une sonnerie avait été prévue comme avertissement de dernier recours, mais on ne l'a jamais entendue.

Kerry et Bush ont respecté à la lettre les 32 pages de règlements que leurs représentants avaient négociés, une entente allant de la distance entre les deux lutrins (trois mètres) à la température de la pièce (un peu plus de 21 degrés) en passant par le nombre de minutes allouées à chacun pour répondre aux questions du journaliste.

Malgré la température de l'auditorium de l'Université de Miami, John Kerry n'a pas sué. Quant à George W. Bush, il n'est pas sorti de ses gonds. Mais le président des États-Unis contenait mal son impatience, grimaçant et clignant des yeux lorsque que son adversaire parlait. Les spécialistes de la communication vous le diront, le langage du corps ne ment jamais.

Et au bout des premières 30 minutes, il était clair que le sénateur Kerry avait placé son adversaire sur la défensive.

Hésitant souvent, cherchant ses mots, George W. Bush a perdu son assurance à plusieurs reprises, s'appuyant sur des phrases toutes faites qui perdaient de leur impact à force d'être répétées : « Nous envoyons un message clair... C'est un travail difficile, Jim... Il y a des choix difficiles à faire, Jim... » Un vrai cours de démagogie 101. Pis encore, à plusieurs reprises, le président n'arrivait tout simplement pas à remplir son temps de parole, allant même jusqu'à déclarer : « Vous connaissez mon opinion là-dessus... ». Pas fort.

Pendant ce temps, John Kerry, souriant, visiblement très bien préparé, et malgré son air un peu figé — moins figé qu'Al Gore, mais à des années-lumière de l'aisance de Bill Clinton —, arrivait avec des arguments étayés, un débit calme et beaucoup d'assurance. À la télévision, c'est toujours gagnant.

Enfin, une mention spéciale au journaliste Jim Lehrer, qui avait pensé et rédigé des questions à la fois fines et costaudes (tout à l'opposé des questions floues posées lors du dernier débat des chefs de nos élections fédérales. Prenons des notes).

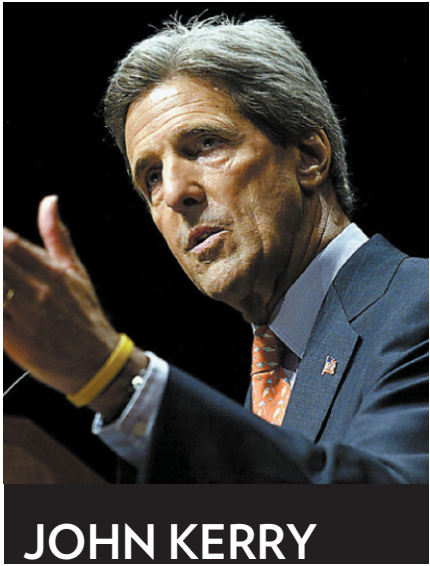
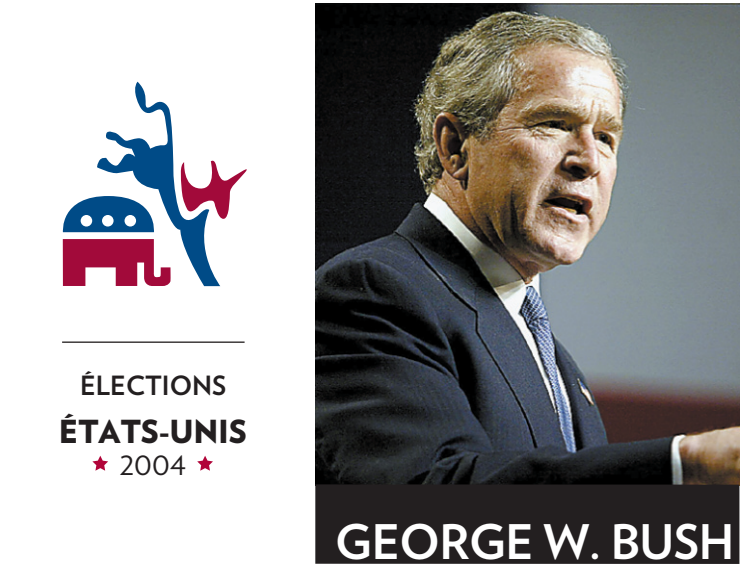
Le modérateur de la soirée a même pris le temps de demander des précisions aux candidats afin de s'assurer que les téléspectateurs avaient bien saisi toutes les nuances de la discussion concernant l'armement nucléaire de la Corée du Nord.

Bref, sans être le débat du siècle, ce premier échange ne fût jamais ennuyant. Et si George W. Bush est élu le 2 novembre prochain, ce ne sera pas grâce à sa performance d'hier soir. Son équipe de communication le sait et doit déjà être en train de rectifier le tir en vue du second débat.

Kerry marque des points

Signe des temps, le premier débat crucial entre John Kerry et George W. Bush a porté sur un thème qui n'enthousiasmait guère les foules américaines il y a peu : la politique étrangère. Des dizaines de millions d'Américains ont ainsi pu voir les deux hommes qui briguent la présidence s'affronter pour la première fois sur la guerre au terrorisme, l'Irak ou la sécurité du territoire des États-Unis. *La Presse* a demandé à quatre experts leur verdict sur la performance des deux politiciens.

— Propos recueillis par Karim Benessaïeh



 Maura Casey : Editorialiste au <i>The Day of New London</i> , au Connecticut. BUSH / KERRY 6/10 8/10	PERFORMANCE SUR LE FOND › Plutôt simpliste et louvoyant. PERFORMANCE SUR LA FORME › Mal à l'aise quand Kerry parlait. Bush est habitué aux audiences sympathiques. LA PHRASE ASSASSINE › Ce que je ne ferai pas, c'est changer mes convictions profondes sous la pression. L'ERREUR › Pas d'erreur IMPRESSION GÉNÉRALE › Il a fait pire que je ne le croyais. Il semblait ennuyé.	PERFORMANCE SUR LE FOND › Très articulé. PERFORMANCE SUR LA FORME › Plus relax, nettement en contrôle LA PHRASE ASSASSINE › Envahir l'Irak en réponse à 9/11 est comme attaquer le Mexique en réponse à Pearl Harbor L'ERREUR › Pas d'erreur IMPRESSION GÉNÉRALE › Il a fait mieux que je ne croyais: il a semblé plus présidentiel.
--	---	--

 Jean-François Lisée : Directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIU) BUSH / KERRY 7/10 8.5/10	PERFORMANCE SUR LE FOND › Cohérent, il a tablé sur la continuité. Il a refusé de répondre aux accusations. PERFORMANCE SUR LA FORME › Il était sur la défensive, il était répétitif, pas sûr de lui. LA PHRASE ASSASSINE › Message à Kerry qu'il ne peut pas dire aux soldats qu'ils étaient dans le mauvais groupe, au mauvais endroit et au mauvais moment. L'ERREUR › Quand il a répondu que c'était trop cher de mieux financer les services policiers, les pompiers et la sécurité dans les ports. IMPRESSION GÉNÉRALE › Bush sur la défensive.	PERFORMANCE SUR LE FOND › Mieux décrit sa position, aucune gaffe, bien répondu. PERFORMANCE SUR LA FORME › Mieux dans sa peau. Il a mis Bush sur la défensive. LA PHRASE ASSASSINE › Une citation de son livre au sujet de Bush père. «Il ne faut pas envahir Bagdad parce qu'on ne pourra pas en sortir.» L'ERREUR › Quand il a cité Charles de Gaulle IMPRESSION GÉNÉRALE › Bonne offensive, sans être cassant ni arrogant.
---	--	---

 Gil Troy : Professeur d'histoire américaine à l'Université McGill, à Montréal BUSH / KERRY 5/10 5/10	PERFORMANCE SUR LE FOND › Il a semblé se répéter. Il a martelé son message, mais il besoin de varier son langage. PERFORMANCE SUR LA FORME › Il avait l'air présidentiel, un peu sur la défensive, et connecté au peuple. LA PHRASE ASSASSINE › Je vous reviens, je cherche la citation... L'ERREUR › S'est répété et n'a pas joué sur les alliances de Kerry -avec la France, l'Allemagne ou l'ONU. IMPRESSION GÉNÉRALE › Consistant, élégant en refusant de trop attaquer Kerry.	PERFORMANCE SUR LE FOND › Constant dans ses critiques. Mais il a semblé se contredire sur la menace de Saddam Hussein. PERFORMANCE SUR LA FORME › Il a réussi à être direct sans être irrespectueux, critique sans être antipatriotique. LA PHRASE ASSASSINE › La consistance est une vertu mais on doit avoir de la flexibilité. L'ERREUR › La contradiction à savoir si Saddam est une menace ou non IMPRESSION GÉNÉRALE › Solide, compétent, éloquent. Il a gagné en crédibilité et légitimité.
--	--	--

 Rod Dreher : Editorialiste et chroniqueur au <i>Dallas News</i> , au Texas BUSH / KERRY 8/10 8/10	PERFORMANCE SUR LE FOND › Plutôt bien. Il a utilisé des platitudes idéalistes pour se défendre. PERFORMANCE SUR LA FORME › Agressif, présidentiel, agile. Il a répété fermement son message. LA PHRASE ASSASSINE › Comme les politiques changent, ses positions changent. Ce n'est pas ainsi qu'un chef doit agir. L'ERREUR › Aucune IMPRESSION GÉNÉRALE › Étonnamment bon. Il avait l'air d'un shérif de western.	PERFORMANCE SUR LE FOND › Une solide et substantielle critique des politiques de Bush. PERFORMANCE SUR LA FORME › Étonnamment ferme. Il a su éviter ses envolées oratoires habituelles. LA PHRASE ASSASSINE › C'est une chose d'être certain. Mais on peut être certain et se tromper. L'ERREUR › Aucune IMPRESSION GÉNÉRALE › La performance la plus forte de Kerry en public.
---	--	---



PIERCE BROSNAN. CHOIX DE VIE

OMEGA

Célébrons 25 ans d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651

DÉBAT BUSH-KERRY

« Vous pouvez être sûr de vous, et vous tromper (...) L'assurance peut parfois vous causer de graves problèmes »
— John Kerry



PHOTO JEFF HAYNES, AGENCE FRANCE-PRESSE

Un sondage fait par CBS News quelques instants après la fin du débat a donné le candidat démocrate gagnant. Ainsi, parmi les 200 personnes interviewées, 44 % ont estimé que John Kerry a eu le meilleur sur son rival, contre 26 % pour le président Bush. Trente pour cent y ont vu un match nul.

Kerry fait une conquête

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

CHARLESTON, Virginie occidentale — Il y a deux semaines, Erin Atkins était indécise. Entre John Kerry et George W. Bush, elle avait du mal à choisir. Hier soir, cependant, le premier débat télévisé entre les candidats à la présidence l'a fait définitivement basculer dans le camp du démocrate du Massachusetts.

« Il a donné l'impression de vraiment répondre aux questions, a déclaré la femme de 30 ans. À l'opposé, le président Bush s'en est souvent tenu à des formules toutes faites. Il n'avait pas l'air préparé. Il avait souvent un air sarcastique. »

Erin Atkins a suivi le débat à l'université Charleston avec une

quinzaine d'électeurs de la capitale de la Virginie occidentale, un des champs de bataille (*swing states*) de l'élection du 2 novembre à la Maison-Blanche.

Les indécis étaient plutôt rares parmi ces téléspectateurs. Les partisans de John Kerry sont repartis avec la conviction que leur candidat avait remporté le débat. Et ceux de George W. Bush pensaient la même chose à propos de leur favori.

« Le président était très calme, a déclaré Cathy Pozega, 65 ans. Il a répondu à toutes les questions et il n'a pas fait de compromis sur ses positions. Il a projeté l'image d'un leader. »

Cathy Pozega se définit comme une « security mom », la catégorie d'électrices qui a succédé à celle

des « soccer moms ». Elle se sent en sécurité avec Bush à la Maison-Blanche.

« Le président s'assure que la guerre n'aura pas lieu à l'intérieur de nos frontières », a-t-elle dit, préférant combattre les « terroristes » en Irak plutôt qu'en Virginie occidentale, un État rural de 1,8 million d'habitants qui compte cinq grands électeurs au collège électoral.

En 2000, ces cinq grands électeurs sont allés à George W. Bush, qui a défait Al Gore par la plus infime des marges.

En 1992 et 1996, la Virginie occidentale avait voté pour Bill Clinton, lui donnant de confortables majorités sur George Bush père puis Bob Dole.

Cette année, l'État penche du bord

des républicains. Mais les démocrates ne désespèrent pas.

« Je trouve que le sénateur Kerry a montré beaucoup de fermeté ce soir, a déclaré Tommy Graby. Par ses expressions faciales, le président Bush a montré de son côté qu'il savait qu'il allait avoir une soirée difficile face à l'intelligence de Kerry. »

La consigne était claire. Les téléspectateurs réunis à l'université de Charleston ne pouvaient réagir pendant le débat. Ils devaient conserver le silence. Mais ils n'ont pu s'empêcher de s'esclaffer à quelques reprises en voyant les expressions faciales de Bush.

William Hairston, 60 ans, a ri pendant le débat, mais pas après. « J'ai été déçu par Bush, a déclaré Hairston. Son attitude ne m'a pas

semblé digne d'un président. Il ne s'est pas tenu droit derrière le lutrin. Il n'a jamais vraiment souri. Ses expressions faciales étaient bizarres. Ses réponses étaient répétitives. On est en droit de s'attendre à plus d'un président. »

Dans l'esprit de Hairston, il est clair que Kerry a gagné le débat. « Il a passé son message de façon claire et spécifique. Il avait l'air confiant », a-t-il dit.

Un jugement subjectif, il va sans dire. Steve Simmons, 18 ans, est sorti du débat avec la conviction que Bush avait eu le meilleur sur Kerry.

« Il est vraiment le meilleur homme pour nous guider dans la guerre contre le terrorisme, a-t-il dit. Il ne change pas d'opinion au gré du vent. »

Une prière pour le sénateur

NICOLAS BÉRUBÉ

BURLINGTON — Carolyn Lockwood-Pitkin ne voulait pas rester seule pour regarder le débat Bush-Kerry hier soir. « J'ai 80 ans, dit-elle. Le débat me stresse trop. Mes nerfs auraient flanché si Kerry avait fait une gaffe. »

La dame au visage parcheminé s'est donc rendue au Manhattan Pizza Pub, au centre-ville de Burlington, où une centaine de personnes s'étaient réunies pour écouter le débat.

Le pub animé s'est presque transformé en sanctuaire quand les candidats ont pris la parole. Les conversations se sont arrêtées, les ventes de bière ont pratiquement cessé. Personne n'aurait songé à aller aux toilettes.

« Je prie pour que Kerry réussisse à améliorer son image, explique Doug King, qui travaille dans une compagnie de systèmes électriques. Le débat de ce soir est le plus important des trois, et Kerry ne peut pas se permettre de le perdre. »

Pour Matt Naimoli, 20 ans, le débat était crucial pour le candidat démocrate. « Jusqu'à présent, je n'ai pas été impressionnée par Kerry, dit-il. Après la convention démocrate, il

s'est laissé avoir par les attaques des républicains contre son service au Vietnam. Il n'a pas réussi à reprendre le dessus depuis. »

Danielle Fleury, 21 ans, estime que la presse n'a pas pris Kerry au sérieux depuis le début de la campagne. « J'espère que le débat va lui permettre de se faire connaître. Les gens ne réussissent pas à s'identifier à lui comme ils s'identifient à Bush. Il doit remonter la côte et changer son image. »

À en juger par les réactions des gens pendant le débat, la prestation de Kerry a eu du mordant. Le candidat démocrate a réussi à arracher quelques cris à la foule quand il a énuméré les erreurs de Bush. Les applaudissements et les rires ont fusé quand Bush n'a pas réussi à répondre, et qu'il est resté immobile pendant quelques secondes, comme un boxeur sonné. Kerry prenait de l'assurance. Au bar, les ventes de bière ont repris.

Dans la foule largement démocrate, une poignée de républicains écoutaient le débat. Parmi eux, Jeff Kinney, originaire du Maryland. « Je trouve que Bush aurait dû prendre un ton plus autoritaire, dit-il. C'est lui, le président, mais il a laissé Ker-



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Au Manhattan Pizza Pub de Burlington, au Vermont, on écoutait religieusement les propos des deux candidats à la Maison-Blanche. Cette partisane démocrate souhaitait sans doute voir son candidat porter le coup fatal au président sortant.

ry prendre le dessus. J'ai trouvé que Kerry s'est bien tiré d'affaire », dit-il, en affirmant qu'il allait suivre les prochains débats avant d'arrêter son choix. « Tout est possible, mon idée n'est pas encore faite... »

William Wells, 24 ans, un résident de Burlington qui travaille dans l'assurance, s'est dit soulagé après de dé-

bat. « J'avais peur que Kerry se lance dans de grands discours endormants, comme il l'a souvent fait auparavant. Mais il a eu beaucoup de « punch ». Je crois que les craintes qu'avaient les gens à son égard ont pu s'estomper un peu ce soir. »

Pour Sue Howard, qui travaille dans l'immobilier à Burlington, la

question était de savoir si le candidat démocrate réussirait à imposer son rythme. « Bush est maître dans l'art de lancer des slogans qui passent pour des idées originales, dit-elle. Ce soir, nous avons vu que Kerry ne s'en laisse pas imposer, et qu'il est capable de bien répliquer en quelques phrases. C'est encourageant. »

ACTUALITÉS

EN BREF

Haïti : Pettigrew en visite

Le ministre canadien des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, a indiqué hier aux Gonaïves que le nombre de centres de distribution d'aide humanitaire dans cette ville haïtienne victime de la tempête tropicale *Jeanne*, allait être augmenté en fin de semaine. Venu en hélicoptère pour une visite de deux heures dans cette ville de 250 000 habitants, M. Pettigrew a estimé que deux défis étaient à relever aujourd'hui dans le cadre de l'opération humanitaire : la distribution et la sécurité de la distribution. Il a indiqué avoir noté « une amélioration sensible dans la distribution grâce aux quatre centres mis en place ». Il y en aura six à la fin de la semaine, a-t-il assuré. « Le déficit de distribution demeure important mais il y a une amélioration d'heure en heure qui est très encourageante », s'est réjoui le ministre. Au cours de son déplacement, le chef de la diplomatie canadienne a visité les quartiers sinistrés et supervisé les opérations de distribution de l'aide humanitaire aux sinistrés. Selon lui, l'insécurité demeure un défi. Mais la coordination avec la force de stabilisation en Haïti de l'ONU (Minustah) dont les effectifs sur place ont augmenté, se fait beaucoup mieux, a-t-il déclaré.

Agence France-Presse

La loi sur la santé, pas du ressort des tribunaux

Un juge de la Cour fédérale a refusé de dire si le ministre de la Santé échouait à mettre en application la Loi canadienne sur la santé, estimant qu'il ne revenait pas aux tribunaux d'en décider. Dans le cadre d'une décision rendue hier, le juge Richard Mosley a rejeté une poursuite intentée par plusieurs syndicats et groupes de revendication qui avançaient que le ministre n'avait pas été à la hauteur de ses obligations et n'avait pas défendu les règles du régime d'assurance maladie. « Bien que cette requête soulève d'importantes questions, elles sont de nature politique et elles devraient être abordées lors d'une assemblée politique plutôt qu'au tribunal », a affirmé M. Mosley. La Loi canadienne sur la santé, établissant les règles du régime d'assurance maladie, stipule que les services médicaux nécessaires doivent être complets, accessibles à tous et administrés par l'État.

Presse Canadienne

Nouveau président à Postes Canada

Après la tempête provoquée par le scandale des commandites qui a ébranlé la direction de la Société canadienne des postes (SCP), le gouvernement fédéral a nommé, hier, un nouveau président au conseil d'administration de la société d'État. Le ministre responsable de la société, John McCallum, a confirmé tard en journée la nomination de Gordon Feeney, un ancien dirigeant de la Banque Royale. M. McCallum est lui-même un ancien économiste et vice-président de cette institution bancaire. M. Feeney remplacera André Ouellet, qui a dû démissionner au courant de l'été après la publication de rapports de vérification accablants sur ses pratiques de gestion. Les vérifications concluaient que l'ancien ministre libéral avait dérogé aux pratiques d'embauche, s'était inlégué dans l'octroi de contrats et avait omis de fournir des pièces justificatives pour ses dépenses de voyage et d'accueil, un montant totalisant 2 millions de dollars en huit ans.

Presse Canadienne

Charest misera sur « l'asymétrie » avec les villes

Si le Canada est prêt à appliquer le principe de l'asymétrie avec les provinces, le Québec est prêt à en faire autant dans ses relations avec le monde municipal. C'est qu'a soutenu hier soir le premier ministre Jean Charest, alors qu'il prenait la parole devant les membres de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) réunis pour leur congrès annuel à Québec. « Si l'asymétrie c'est bon dans la fédération canadienne, ça doit être bon aussi pour le Québec et la FQM », a-t-il dit, en faisant allusion à l'entente fédérale-provinciale sur la santé, signée à la mi-septembre, qui comporte une « clause Québec » lui permettant de ne pas se soumettre aux conditions de redistribution de comptes imposées aux autres provinces par Ottawa. Il a donc assuré son public qu'il n'était pas question de faire des réformes « mur à mur », mais bien d'occuper « sur mesure » aux villes les pouvoirs qu'elles veulent exercer.

Presse Canadienne

Les pressions financières des provinces réglées «à la pièce»

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – Le gouvernement Martin croit pouvoir réduire les pressions financières auxquelles sont confrontées les provinces en créant des programmes comme un réseau national de garderies, ou en concluant un nouveau pacte fiscal avec les municipalités, des domaines qui relèvent des provinces.

À un mois de la conférence des premiers ministres sur le partage équitable des revenus entre les deux ordres de gouvernement, le premier ministre Paul Martin estime qu'il est possible de s'attaquer à la pièce aux pressions financières des provinces.

Après avoir accepté d'injecter 18 milliards d'argent frais dans la santé au cours des six prochaines années, et avoir dit oui à la demande des provinces de bonifier le programme de péréquation, les stratèges libéraux croient pouvoir régler toute la question des pressions financières dont se plaignent les provinces en se contentant de mettre en oeuvre leur programme électoral.

Dans le cas du Québec, la promesse des libéraux d'investir cinq milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour créer un réseau national de garderies lui permettra d'empocher 1,250 milliard sans conditions durant cette période, puisqu'Ottawa veut implanter ailleurs le système de garderies québécois. Et l'engagement de verser une partie de la taxe fédérale sur l'essence ou son équivalent aux municipalités, un transfert qui devrait atteindre au moins deux milliards par année d'ici cinq ans, permettrait au Québec de toucher environ 500 millions de dollars annuellement pour financer des projets d'infrastructures coûteux. « Toutes ces initiatives représentent des retombées financières importantes pour le Québec. Cela va lui permettre de surmonter les pressions financières auxquelles il est confronté », a déclaré à *La Presse* un proche conseiller de Paul Martin.

Cette position du gouvernement Martin risque de faire grincer des dents le premier ministre Jean Charest, qui, après avoir arraché une entente asymétrique pour le Québec à la conférence sur la santé le mois dernier, espère remporter autant de succès à celle portant sur le déséquilibre fiscal. M. Charest, qui a marqué quelques points dans les sondages à la suite de cette entente,



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS ©

Paul Martin prépare la table en vue de la conférence des premiers ministres du mois prochain.

souhaite pousser M. Martin dans ses derniers retranchements et le forcer à se montrer plus généreux encore envers les provinces pour régler une fois pour toutes la question du déséquilibre fiscal.

Mais les choses se sont déjà compliquées pour le Québec avant même le début de cette rencontre au sommet. C'est que le front commun des provinces pour bonifier le programme de péréquation est en train d'éclater. En effet, les huit provinces qui profitent de ce programme, qui leur permet d'obtenir de l'argent d'Ottawa pour être en mesure de financer des programmes sociaux tout en ayant des taux de taxation comparables à la moyenne nationale, ne s'entendent pas sur la formule de partage.

Le gouvernement Martin est prêt à bonifier ce programme de 12 mil-

liards au cours des six prochaines années, une somme comprend une indexation de 3,5% par année.

Les provinces les plus pauvres veulent que cette somme soit répartie en fonction de la richesse des provinces, ce qui favoriserait les quatre provinces de l'Atlantique et le Manitoba. Les trois autres provinces, soit le Québec, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan, tiennent à ce que la hausse des paiements de transfert soit répartie par habitant, comme l'avait d'ailleurs proposé le fédéral à la conférence sur la santé.

Cela dit, les trois partis de l'opposition aux Communes, qui appuient unanimement les provinces dans leur bataille pour forcer Ottawa à reconnaître qu'il existe un déséquilibre fiscal, auront le premier ministre Paul Martin à l'oeil le 26 octobre. D'ailleurs, le Bloc québécois dénon-

ce déjà le plan d'attaque du gouvernement Martin. Le critique bloquiste en matière de Finances, Yvan Loubier, a souligné à *La Presse* que les trois partis de l'opposition, détenant désormais la majorité à la Chambre, n'hésiteront pas à unir leurs efforts pour punir les libéraux s'ils refusent de délier davantage les cordons de la bourse en faveur des provinces qui peinent à joindre les deux bouts depuis deux ans, à l'exception de la richissime Alberta.

« M. Martin dirige un gouvernement minoritaire. Il va falloir qu'il se réveille parce que ce n'est pas comme cela qu'on va durer bien longtemps dans ce Parlement. Il a promis pendant la campagne électorale de régler de façon durable (le déséquilibre fiscal). S'il veut régler cela pièce par pièce, cela ne marchera pas », a martelé Yvan Loubier.

Affaires étrangères Liza Frulla rappelée à l'ordre poliment

Le Canada doit parler d'une «seule voix», souligne Jean Lapierre

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – Deux ministres influents du gouvernement Martin rejettent l'idée que le Québec puisse parler au nom du Canada sur la scène internationale dans les forums abordant des questions reliées à la diversité culturelle, comme l'avait laissé entendre la semaine dernière la ministre du Patrimoine, Liza Frulla.

Le ministre des Transports, Jean Lapierre, et sa collègue des Affaires intergouvernementales, Lucienne Robillard, ont donc remis les pendules à l'heure sur la délicate question du rôle du Québec sur la scène internationale après les remous causés au sein du Parti libéral par

les propos de Mme Frulla.

« Le Québec peut parler en son nom sur la scène internationale dans les forums où il est question de culture. Mais pas au nom du Canada. Cela ne fait pas partie de la Constitution canadienne et tous les précédents sont à l'effet qu'en matière d'affaires étrangères, le Canada parle d'une seule voix », a déclaré hier Jean Lapierre, le lieutenant politique de Paul Martin au Québec.

La ministre Robillard s'est montrée tout aussi ferme en affirmant « qu'aucune province ne remplacera la voix du Canada à l'étranger », voulant ainsi tuer dans l'oeuf la controverse provoquée par les propos de Mme Frulla.

À l'image de la CSN et de certaines organisations populaires

La CSQ ne participera pas au forum national

GILLES NORMAND

QUÉBEC – Il semble que, tout comme la CSN, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) ne participera pas au forum national du gouvernement Charest, les 12, 13 et 14 octobre, à Saint-Augustin-Desmaures, près de Québec.

En effet, le bureau de direction de la centrale a adopté à l'unanimité une recommandation voulant qu'elle ne participe pas à l'exercice. Les délégués, réunis en conseil général

en banlieue de la capitale, se prononceront aujourd'hui sur cette proposition.

« Nous sommes extrêmement mal à l'aise avec plusieurs aspects de cette opération de relations publiques et c'est pour cette raison que nous avons pris la décision de recommander de ne pas y participer », a expliqué le président de la CSQ, Réjean Parent. Selon la direction, la structure des débats projetés et l'absence d'une fraction importante de la société civile ne permettent pas

un véritable échange sur les enjeux de la société québécoise. Mercredi, devant les présidents des conférences des élus (CRE), le premier ministre Jean Charest a proposé un projet de décentralisation des pouvoirs vers les régions en quatre volets.

Le bureau de direction de la CSQ a dénoncé hier les prises de position du premier ministre devant les élus régionaux (CRE). « Ce que nous anticipions est arrivé, à savoir que le gouvernement tente d'attacher à la hâte des projets pour bien paraître au forum. Avec la rencontre des représentants des CRE, c'est ce qui arrive. Des décisions sont prises, des projets sont annoncés. Dans un tel contexte, à quoi sert le forum national ? » s'interroge Réjean Parent.

Selon la direction de la CSQ, les forums régionaux qui ont précédé,

sous le thème Place aux citoyens,

ont été « l'illustration de la manière dont le gouvernement concevait la démocratie participative : ce sont des personnes choisies au hasard qui ont été invitées à discuter des enjeux présentés par le gouvernement, et c'est la même procédure qui prévaut dans le cadre du forum national ».

La centrale précise qu'elle prendra part au forum parallèle *Pour un Québec solidaire*, du Réseau de vigilance, qui se tiendra les 6 et 7 octobre et qui proposera sa vision de la société québécoise.

La CSN a aussi annoncé qu'elle ne voulait pas participer au forum du gouvernement Charest et il en est de même de certains organismes communautaires, dont le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).



VINCENT MARISSAL

Combien vaut un député?

Vous voulez mesurer l'estime que portent les contribuables à leurs députés? Facile, il existe une jauge hypensible qui ne trompe jamais: leur salaire.

Si Paul Martin voulait vérifier l'humeur de l'électorat canadien avant le début de la session (ce lundi), il a été servi. La rumeur selon laquelle les députés fédéraux pourraient se voir accorder (en fait, s'accorder eux-mêmes) une augmentation de salaire de 10 % a rapidement dégénéré cette semaine en un déluge de critiques avant même de devenir une proposition en bonne et due forme.

« Dix pour cent! C'est de la folie! », a immédiatement dénoncé la *Canadian Tax Payers Federation*, le très agressif chien de garde des deniers publics. Le syndicat canadien de la fonction publique, déjà sur le pied de guerre parce qu'Ottawa n'offre que 2,5 % à ses employés, en a rajouté en parlant d'une insulte aux Canadiens. Les bulletins d'information, les *vox-pop* des gens « ordinaires » dans les rues des grandes villes canadiennes et les lettres de lecteurs ont tous repris le même refrain: « 10 %, non mais, ça va pas. C'est scandaleux! »

Paul Martin a vite compris l'impopularité du sujet et a, comme prévu, rejeté hier la recommandation du comité chargé de revoir les émoluments des députés. Cela ne règle toutefois pas le problème fondamental: comment juger du salaire des élus fédéraux (et éventuellement leur accorder des augmentations) sans provoquer chaque fois une tempête?

On pourrait commencer, comme le suggère Stephen Harper, par la mise sur pied d'une commission indépendante, qui se baserait, entre autres indicateurs, sur le coût de la vie et sur la moyenne des augmentations au pays. On pourrait aussi annoncer les hausses de salaire avant les élections, pas après.

Contrairement aux dernières hausses, aucun député ne s'est levé cette fois pour défendre cette augmentation, en prétextant, notamment, un urgent besoin de rattrapage avec le secteur privé. L'argument à longterms servi: on ne peut attirer des « gens de qualité », notamment des gens d'affaires dans l'arène politique, en leur offrant des

LES SALAIRES DE NOS ÉLUS								
	Fédéral	C.-B.	ALB.	SASK.	MANIT.	ONT.	QUÉBEC	Î.-P.-É.
Salaire de base	139 200	72 100	42 204	63 539	63 550	85 240	77 339	35 967
Indemnité non imposable	—	—	29 247	7490	—	—	20 296	16 054
Revenu total	139 200	72 100	71 451	71 029	63 550	85 240	97 635	52 021

QUI GAGNE COMBIEN?

Paul Martin, premier ministre : **282 000 \$** (plus tous les avantages du 24, Sussex...)

Stephen Harper, chef de l'opposition officielle : **208 600 \$** (plus la résidence officielle de Stornoway)

Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois : **189 200 \$**

Jack Layton, chef du NPD : **189 200 \$**

Jean Lapierre, ministre des Transports (et tous les autres ministres): **208 600 \$**

Peter Miliken, président de la Chambre des communes : **208 600 \$** (plus 3000 \$ d'allocation de logement, plus une magnifique maison de campagne en Outaouais)

Claudette Bradshaw (et tous les autres secrétaires d'État : **191 700 \$**

Claude Drouin (et tous les autres secrétaires parlementaires) : **155 300 \$**

Sénateurs : **165 600 \$** (plus 3000 \$ d'allocation de logement)

salaire ridiculement plus bas que ce qu'ils pourraient obtenir dans le secteur privé. Autre argument: il est anormal que les hauts fonctionnaires et les hauts gestionnaires des sociétés d'État fassent parfois jusqu'à deux fois le salaire moyen d'un député.

Ces arguments se sont étiolés depuis quelques années en raison des augmentations successives du salai-

re et des autres avantages des députés fédéraux, ce qui rend, en effet, une hausse de 10 % tout à fait inacceptable. Les odeurs de scandales et les milliards perdus au cours du long règne libéral ont aussi beaucoup irrité l'épiderme des électeurs ces derniers temps. Le moment est donc mal choisi de leur demander une telle faveur.

Jean Chrétien, qui savait mieux que quiconque désamorcer les mines politiques sur son chemin, avait l'habitude de badiner quand il était question de son salaire de premier ministre. « Le pire des joueurs de la Ligue nationale de hockey gagne plus que moi », avait-il dit en 1998,

au moment où il avait dû, avec ses collègues députés, faire une croix sur une augmentation pourtant bien « méritée », selon eux.

C'est vrai que le salaire du premier ministre, comparé à celui d'un joueur de hockey, semble bien misérable (d'autant plus que les deux savent patiner), mais ce n'est toutefois pas la dèche. Quand Jean Chrétien est devenu premier ministre, en

trois ans. En empochant 10 % de plus, le premier ministre Martin gagnerait 310 000 \$, soit près du double de ce qu'un premier ministre touchait il y a 10 ans.

C'est beaucoup. Beaucoup trop quand on pense que 98 % des Canadiens touchent moins qu'eux par année. Les élus vous diront qu'ils n'ont pas de sécurité d'emploi, qu'ils mettent leur poste en jeu tous

C'est vrai que le salaire du premier ministre, comparé à celui d'un joueur de hockey, semble bien misérable (d'autant plus que les deux savent patiner), mais ce n'est toutefois pas la dèche.

re et des autres avantages des députés fédéraux, ce qui rend, en effet, une hausse de 10 % tout à fait inacceptable. Les odeurs de scandales et les milliards perdus au cours du long règne libéral ont aussi beaucoup irrité l'épiderme des électeurs ces derniers temps. Le moment est donc mal choisi de leur demander une telle faveur.

Jean Chrétien, qui savait mieux que quiconque désamorcer les mines politiques sur son chemin, avait l'habitude de badiner quand il était question de son salaire de premier ministre. « Le pire des joueurs de la Ligue nationale de hockey gagne plus que moi », avait-il dit en 1998,

1993, son salaire était de 164 000 \$ par année (incluant 30 000 \$ en indemnités non imposables). Quand il a quitté ses fonctions, 10 ans plus tard, il gagnait autour de 280 000 \$, soit une augmentation de 70 % en une décennie. C'est mieux que la grande majorité de ses concitoyens, en chiffres absolus et en pourcentage d'augmentation.

Les « simples » députés ont eux aussi vu leur paye augmenter à bon rythme ces dernières années. Ils gagnent aujourd'hui 141 000 \$, soit 10 000 \$ de plus qu'en 2001. Si les députés obtenaient les 10 % d'augmentation, leur salaire grimperait à 155 000 \$, soit une hausse de 18 %

les quatre ans, qu'ils n'ont pas droit à l'assurance emploi (ils n'y cotisent pas). Ils vous parleront aussi de l'ingratitude de la vie publique et des longues heures passées au Parlement, au bureau de circonscription ou dans un avion entre les deux.

Tout cela est vrai (enfin, pour la plupart, les députés travaillent fort, en effet), mais ils oublient de mentionner qu'ils bénéficient d'un généreux régime de pension en plus d'une indemnité de départ (versée une seule fois au moment du départ aux députés de moins de 55 ans) s'ils sont battus ou s'ils démissionnent. En gros, un député commence

à accumuler une pension après six ans de mandat (et deux élections), pension qui augmente avec le nombre d'années de service jusqu'à 75 % des cinq meilleures années (qu'il touche à partir de 55 ans).

Quelques exemples sonnants et trébuchants: Sheila Copps (qui a siégé 20 ans) est partie avec une indemnité de 70 500 \$ et une pension de 119 869 \$ par année. Son collègue John Manley (16 ans député): 70 500 \$ d'indemnité et une pension de 105 868 \$. Martin Cauchon, jeune ex-ministre dans la quarantaine (10 ans aux Communes) sait déjà qu'une pension de 65 257 \$ l'attend à 55 ans (plus encore s'il se fait réélire). En attendant, il est parti en juin avec un chèque de 70 500 \$.

Quant à Jean Chrétien (près de 40 ans député), il n'a pas eu d'indemnité parce qu'il a plus de 55 ans, mais sa pension atteint un montant record de 154 179 \$.

En plus du fric, les députés, surtout les ministres et les chefs de parti, jouissent de quelques avantages difficiles à chiffrer, mais néanmoins fort agréables: voyages (en première le plus clair du temps), séjour dans les meilleurs hôtels du monde, accueil VIP, repas et réceptions sur-le-bras, bref, vous ne voyez pas souvent un député fouiller dans sa poche quand il représente le Canada à l'étranger. Quant au premier ministre, il pourrait perdre son portefeuille qu'il ne s'en rendrait probablement jamais compte.

Pour ce qui est de l'absence de sécurité d'emploi, il suffit de voir à quelle vitesse se replacent les députés battus à chaque élection pour constater que leur carrière publique leur procure des contacts inaccessibles au commun des mortels (sans oublier, bien sûr, les nominations partisans dans les ambassades, au Sénat, etc.).

Conclusion: personne ne versera de larmes sur le sort des députés et même un mécanisme neutre de révision de leur salaire ne les mettra pas à l'abri des critiques. Ça vient avec le job, mais à 141 000 \$ par année (de base), on peut supporter quelques sarcasmes.

COURRIEL

Pour joindre Vincent Marissal
vincent.marissal@lapresse.ca

Le mandat d'Adrienne Clarkson est prolongé d'un an

JIM BROWN
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — En demeurant une année de plus au poste de gouverneure générale, Adrienne Clarkson sort d'une situation délicate le premier ministre Paul Martin et son gouvernement minoritaire.

« Nul doute qu'elle a une vaste expérience, qui est précieuse quand nous avons un gouvernement minoritaire », a confié M. Martin hier, en marge d'une réunion du cabinet.

La décision survient à quelques jours d'une session qui s'annonce mouvementée, vu la position précaire du gouvernement libéral.

Pour sa part le chef de l'opposition, Stephen Harper, accepte que M^{me} Clarkson — bientôt depuis cinq ans chef de l'État et représentante au Canada de la couronne d'Angleterre — reste à son poste.

« Je ne serais pas rassuré si le premier ministre devait, dans ces circonstances, nommer un nouveau gouverneur général », a dit le chef conservateur. Ce serait problématique qu'il soit nommé par quelqu'un (M. Martin) faisant face à des situations difficiles au Parlement. »

Ainsi advenant que les libéraux

soient mis en minorité aux Communes, à l'occasion d'un vote de confiance, la décision appartiendrait à M^{me} Clarkson de tenir de nouvelles élections ou bien de donner à M. Harper l'occasion de former à son tour un gouvernement.

Le premier test aura lieu la semaine prochaine, quand Adrienne Clarkson prononcera le discours du Trône, cet exercice traditionnel où un gouvernement énumère le menu législatif de la session.

Or, Stephen Harper a déjà prévenu que les conservateurs se sentiraient libres de voter contre si le discours ne les satisfait pas. Et si les libéraux devaient perdre un vote, croit M. Harper, la gouverneure générale devrait consulter les chefs des autres partis avant d'envisager un scrutin.

Un mandat de chef de l'État fédéral n'a pas de durée fixe, mais, depuis longtemps, il est d'environ cinq ans avec parfois une année de plus.

La déclaration du bureau du premier ministre dit seulement que ce dernier a demandé à M^{me} Clarkson de rester jusqu'en septembre 2005 et qu'elle avait accepté. Selon un porte-parole de M. Martin, il n'y a pas eu à ce sujet de consultation de M. Harper ou tout autre chef de parti.

afin de régler les questions en litige. Mais avec en main un vote de grève, les membres de l'AFPC pourraient ainsi déclencher une grève légale dès le 6 octobre. À la sortie de la réunion du cabinet hier midi, le président du Conseil du Trésor, Reg Alcock a été plutôt avare de commentaires au sujet de ce rapport du Bureau de conciliation, et il n'a pas voulu dire quand il allait donner le signal pour un retour à la table de négociations. Il préfère plutôt s'en remettre aux négociateurs pour décider d'un tel retour à la table. « Nous sommes prêts à retourner à la table, mais je vais suivre les conseils que me donneront les professionnels qui sont à la table », a dit Reg Alcock. Le Droit

EN BREF

Fonctionnaires fédéraux : menaces de grève

Mercredi, le Bureau de conciliation a conclu que le Conseil du Trésor et l'Alliance de la fonction publique du Canada ne sont pas tellement loin d'une entente, et surtout que le gouvernement fédéral a les moyens de payer davantage ses employés. La présidente de l'Alliance de la fonction publique du Canada, Nycole Turmel, y a vu une invitation claire à retourner à la table de négociations

le manteau **tweed bohème** 199.⁹⁵

CONTEMPORAINE

C'est le tweed redessiné dans un esprit moderne avec son motif texturé en vagues horizontales. C'est un manteau aux lignes toutes simples, irrésistiblement rehaussé par un col à larges pointes mousquetaires et trois gros boutons. Noir et blanc, rose et blanc ou sable et blanc. 4 à 14. Bibi 32.00



**simons**

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

« Une colossale erreur de jugement »

ERREUR
suite de la page A1

« Envahir l'Irak après le 11 septembre, c'est comme si Franklin Roosevelt avait envahi le Mexique après Pearl Harbor », a lancé le démocrate, citant l'ancien tsar antiterroriste de la maison blanche, Richard Clarke.

Il a aussi reproché au président d'avoir eu recours à des mercenaires afghans plutôt qu'aux troupes Américaines pour capturer ben Laden. Du même souffle, il a ajouté que de nombreux militaires importants lui ont accordé leur appui. « Ils croient tous que je ferais un commandant en chef plus fort. Et ils le croient car ils savent que je ne détournerais pas les yeux du but : Oussama ben Laden », a-t-il dit.

Bush a répliqué en utilisant à plusieurs reprises sa tactique préférée : affirmer que son rival modifie constamment ses positions. Il a rappelé que Kerry, en tant que sénateur au Congrès américain, a affirmé que Saddam Hussein était « une menace sérieuse » et a donné son appui à la guerre.

« Ce que mon adversaire veut que vous oubliiez, c'est qu'il a voté pour autoriser la force et qu'il dit maintenant que c'est la mauvaise guerre au mauvais moment et au mauvais endroit. Quel message est-ce que cela envoie à nos troupes ? Quel message est-ce que cela envoie à nos alliés ?

Quel message est-ce que cela envoie aux Irakiens ? » a déclaré le président.

Plus tard au cours du débat de 90 minutes qui se déroulait en banlieue de Miami, Bush a dit que ce type de message n'est pas celui d'un commandant en chef.

Le président a parallèlement affirmé que « le monde est plus sûr sans Saddam Hussein ». Il a cité l'avènement prochain d'élections en Afghanistan et en Irak pour faire la preuve de son succès. Un Irak libre, a-t-il dit, « fera de ce monde un endroit plus sûr ».

Au sujet de ben Laden, le candidat républicain a affirmé que depuis les attaques du 11 septembre 2001, il a lutté contre son organisation terroriste « partout où Al-Qaeda tente de se cacher » et que 75 % des leaders connus de ce groupe ont été capturés.

Mais en tentant de montrer qu'il était sérieux face à cet ennemi, il a commis un lapsus que certains jugeront peut-être révélateur : « Bien sûr nous pourchassons Saddam Huss... Je veux dire ben Laden », a-t-il échappé.

Kerry n'a laissé aucun répit à Bush. Parmi ses attaques les plus féroces, il a insinué que le président a menti lorsqu'il a promis que les États-Unis n'entreraient en guerre qu'en dernier recours.

« Ces mots signifient quelque chose pour moi, qui est allé au combat.

Dernier recours. Vous devez être capables de regarder les familles (des soldats) dans les yeux et de dire à ces parents : *J'ai tenté de faire tout ce qui était en mon pouvoir pour prévenir la perte de votre fils ou fille* », a-t-il dit.

L'événement d'hier, qui donnera vraisemblablement le ton aux prochains jours de la campagne, était crucial pour John Kerry. Depuis le début du mois de septembre, le candidat démocrate est supplanté par son rival dans les sondages. Il perd même du terrain dans certains États où on jugeait qu'il triompherait aisément.

Le débat, qui a été ponctué par des manifestations sur le campus de l'Université de Miami où il avait lieu, était crucial parce que des dizaines de millions d'Américains avaient hier soir les yeux rivés sur leur télévision. En l'an 2000, près de 50 millions de personnes avaient regardé le débat entre Bush et Gore. On prévoit cette année que le nombre de téléspectateurs sera encore plus important.

Le tout avait été encadré de façon rigoureuse. Un accord de 32 pages avait été signé par les deux parties après de longues négociations. Il était par exemple interdit aux candidats de parler pendant plus de deux minutes pour répondre à une question.

Le droit de réplique initial était limité à une minute et demie par candidat. Ni Bush ni Kerry ne pouvaient se poser de questions. Il leur

était aussi interdit de quitter leur pupitre.

Parallèlement, l'accord avait prévu que des voyants s'allumeraient chaque fois qu'un candidat approcherait de la fin de son temps de parole. Or, quelques heures avant l'événement, la présence de ces lumières sur les pupitres des candidats a soulevé la controverse.

Les organisateurs de Kerry ont déchanté lorsqu'ils ont vu à quel point les voyants verts, jaunes et rouges étaient très... voyants. Un porte-parole du candidat démocrate, Joe Lockhart, a reproché aux républicains de vouloir un débat qui s'apparente à un « jeu télévisé ».

Le directeur du Comité national républicain, Ed Gillespie, a répliqué en qualifiant une fois de plus Kerry de girouette. Dans un bref communiqué distribué aux journalistes environ une heure avant le début du débat, il raillait que « seul John Kerry peut être en faveur des voyants lumineux avant d'être contre les voyants lumineux ».

Plus tôt dans la journée, comme il l'avait fait à la suite des attaques du 11 septembre, le président a joué le rôle du « consolateur en chef ». Il s'est déplacé dans les régions dévastées par les ouragans pour réconforter les Floridiens éprouvés.

À Stuart, localité située à quelque 160 kilomètres au Nord de Miami, les médias ont par exemple pu voir Bush serrer dans ses bras une femme qui avait les larmes aux yeux. Il était accompagné par son frère, Jeb, gouverneur de l'État.

Le virus du Nil moins actif cet été

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Les autorités de la santé publique ont constaté un net ralentissement de l'activité du Virus du Nil au cours des derniers mois. C'est ce qui les pousse à mettre fin à la saison de surveillance dès demain, un mois plus tôt que l'an dernier. On a signalé 2300 carcasses d'oiseaux au cours des derniers mois contre 7000 l'an dernier. Un peu plus d'une centaine d'oiseaux infectés ont été retrouvés, soit huit fois moins qu'en 2003. Aucun cas d'infection humaine n'a été signalé jusqu'à maintenant.

Précision Air Canada

Une erreur s'est glissée dans le reportage publié hier sur Air Canada et la fin de sa restructuration de faillite, en page une du cahier *La Presse Affaires*. La firme où travaille l'analyste Jacques Kavafian est Research Capital et non First Associates Investments, tel que mentionné. Nos excuses.

Au moins 37 enfants tués dans trois attentats

ENFANTS
suite de la page A1

Affalés sur la route, recroquevillés dans des positions foetales, les corps ensanglantés et criblés de fragments métalliques gisaient par dizaines. Sur place, des Irakiens témoins et victimes de la tragédie s'attelaient à ramasser les morceaux de chair étalés sur le sol brûlant. La terreur était visible sur tous les visages tuméfiés et parfois brûlés par les éclats de tôle.

« Je me rendais à mon travail lorsque j'ai été projeté contre un mur. Je suis resté inconscient pendant plusieurs minutes. J'ai senti mon corps se disloquer et éclater en morceaux. C'était épouvantable », sanglote, Chakir, qui a eu un bras à moitié déchiré.

Sur place, les scènes d'horreur se confondent alors que des ambulances affluent sur le théâtre des violences. Les cris se perdent dans le va-et-vient des véhicules militaires et civiles. Les gens courent comme des pantins désarticulés à la recherche d'un ou de plusieurs de leurs proches souvent terrassés par les explosions. À proximité d'une voiture en feu, une femme s'empoigne les cheveux comme pour se prouver qu'elle est encore vivante. Elle ne le sait pas encore, mais le petit corps frêle de son fils gît à une vingtaine de mètres d'elle, sans vie au milieu de chaussures, papiers, portefeuilles

éparpillés. Alors que policiers irakiens et militaires américains tentent de porter secours aux victimes, des Irakiens hurlent leur haine et désespoir.

« À quand la fin de la violence, à quand la fin de l'occupation ? se révolte l'un d'entre eux dont le tee-shirt est maculé de sang. Nous n'en pouvons plus de tous ces massacres. Le peuple irakien se meurt dans l'indifférence la plus totale de la communauté internationale. Je vous en supplie, dites au monde que nous voulons vivre et voir nos enfants grandir dans la paix », suffoque une femme vêtue d'une longue tunique noire. Derrière elle, un trou béant sur la chaussée trahit la violence du choc.

Selon des témoins, ces explosions minutieusement coordonnées et qui, hier soir encore, n'étaient toujours pas revendiquées, auraient visé le passage d'un convoi de blindés.

Le colonel américain James Hutton, a pour sa part annoncé que 10 soldats auraient été blessés dans le premier attentat.

Au travers de ces attaques ciblées, c'est une fois de plus la société civile qui est touchée au cœur de sa capitale. En proie à une véritable folie meurtrière, l'Irak pourrait bien voir le nombre de ses victimes s'alourdir à mesure que le pays s'achemine vers les élections générales de janvier prochain.



PHOTO CEERWAN AZIZ, REUTERS

Un homme en pleurs transporte son fils, probablement mort, vers l'hôpital Yarmouk, peu de temps après l'attentat terroriste qui a tué au moins 37 enfants, hier à Bagdad.



Envolez-vous en toute liberté avec les primes-voyages

Obtenez encore plus de milles Aéroplan cet automne

La promotion Des milles à voyager d'Air Canada vous offre deux façons avantageuses d'accumuler des milles-bonis Aéroplan^{MP}! Voyagez entre le 13 septembre et le 15 décembre 2004 et recevez jusqu'à 75 % plus de milles Aéroplan lorsque vous voyagez en Amérique du Nord, et le double des milles Aéroplan lorsque vous voyagez en service Super Affaires^{MC} sur la plupart des vols internationaux. Pour profiter de cette offre exceptionnelle, inscrivez-vous jusqu'au 15 décembre 2004 et voyagez pour recevoir des milles-bonis Aéroplan échangeables contre des primes-voyages. Inscrivez-vous maintenant sur aircanada.com ou composez le 1 800 342-8026. Réservez votre vol ou obtenez plus d'information sur aircanada.com

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

Voyagez en Amérique du Nord: valable sur les tarifs et vols admissibles assurés par Air Canada, Jazz Air inc. (faisant affaire sous le nom d'Air Canada JazzTM), United et United Express, et les vols à quatre chiffres d'Air Canada assurés par Air Georgian Limited (faisant affaire sous le nom d'Air AllianceTM), Central Mountain Air et Air Labrador. Le double des milles Aéroplan: valable pour chaque aller-retour ou pour deux segments en service Super Affaires (classe de réservation J) sur la plupart des vols internationaux d'Air Canada, ou en classe Affaires (classe de réservation Q) sur les vols de Lufthansa ou de LOT Polish Airlines entre le Canada et l'Europe. D'autres conditions sont également en vigueur. Visitez aeroplan.com pour obtenir tous les détails. ^{MC}Aéropian et Air Alliance sont des marques déposées d'Air Canada. TMSuper Affaires et Air Canada Jazz sont des marques de commerce d'Air Canada.

Drame dans une résidence de Lorraine

Le père, la mère et leur fille adolescente retrouvés morts

MARCEL LAROCHE
ET SARA CHAMPAGNE

Un incident qui a toutes les apparences d'un drame familial a fait trois victimes, soit le père, la mère et leur fille adolescente. Les corps ont été découverts vers 10 h 30, hier matin, au sous-sol de leur résidence du 25, boulevard de Reims, à Lorraine, au nord de Montréal.

Inquiet de l'absence inhabituelle de l'homme qui n'était pas rentré au travail hier matin, son em-

ployeur, qui était apparemment une compagnie d'assurances, a jugé bon d'alerter la Régie de police de Thérèse-de-Blainville.

Des agents de cette nouvelle régie de police, couvrant la municipalité de Lorraine, se sont présentés au domicile du boulevard de Reims pour se heurter à des portes verrouillées. Après avoir pénétré dans la résidence, les policiers ont découvert les corps des trois occupants : un homme de 48 ans, sa conjointe de 54 ans ainsi que leur fille âgée de 17 ans. Ils ont aussi trouvé une arme de

poing sur le sol, à proximité des victimes.

Selon les premières constatations, les trois membres de cette famille étaient morts depuis un certain temps. Ils seraient natifs des États-Unis et habitaient cet endroit depuis cinq ans.

Les enquêteurs de la Régie de police de Thérèse-de-Blainville, assistés par des enquêteurs des crimes contre la personne de la SQ de Montréal, ont passé la majorité de la journée d'hier à l'intérieur de cette résidence située dans un secteur aisé de Lorraine.

Dans le voisinage de ce quartier cosu et paisible, c'était la consternation pour plusieurs, hier en fin d'après-midi, qui constataient l'ampleur du drame. De l'avis de plusieurs personnes interrogées par *La Presse*, le couple avait l'habitude de se chauffer.

La police a confirmé qu'elle a dû intervenir à quelques reprises au cours de la dernière année pour mettre un frein à des querelles intempestives.

« Les chicanes étaient quotidiennes. C'est surtout la femme

que nous entendions hurler. Toujours des injures, puis des cris, des larmes, des éclats de verre et des portes qui claquent », a confié une voisine immédiate qui a préféré taire son identité.

Une autre voisine, Marie-Thérèse Bertrand, affirme que cette famille ne recevait jamais de proches ou d'amis à la maison. « L'homme disait bonjour de façon courtoise, mais c'est tout. Hier, j'ai croisé la femme et elle avait l'air bouleversée, elle avait une démarche bizarre, ce n'était pas normal », a-t-elle ajouté.

Yasmine ira enfin au cégep en janvier

Le ministre de l'Éducation accorde une dérogation à l'Algérienne non résidente

CAROLINE TOUZIN

La jeune Algérienne Yasmine Behloul, 20 ans, pourra finalement entrer au cégep, même si elle n'a toujours pas reçu son statut de résidente permanente, et ce, après deux ans d'attente. Le ministre de l'Éducation a décidé de lui accorder une dérogation à la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel pour motif humanitaire.

En effet, la loi permet seulement à quelqu'un qui est citoyen canadien ou résident permanent d'étudier au cégep « gratuitement ».

Sans la dérogation, M^{me} Behloul aurait dû payer les droits de scolarité d'une étudiante étrangère, qui varient de 3931 \$ à 6093 \$ par semestre selon le programme d'études.

Le ministre Pierre Reid a toutefois émis une condition : Yasmine Behlouli doit d'abord se procurer un permis d'étudiant auprès du ministère de l'Immigration. Elle devra payer 125 \$ et attendre 45 jours avant de le recevoir.

« Ça veut dire que je vais pouvoir aller au cégep en janvier ! Je

vais remplir le formulaire aujourd'hui », a-t-elle dit lorsque *La Presse* lui a annoncé la nouvelle hier.

Le cabinet du ministre de l'Éducation l'avait déjà jointe après que *La Presse* eut raconté son histoire le 2 septembre, mais elle n'avait pas compris qu'un permis d'étudiant lui permettrait d'entrer « gratuitement au cégep ». Normalement, un tel permis est nécessaire aux étudiants étrangers qui paient les droits de scolarité associés à leur statut.

Confuse, Mme Behloul s'est même rendue au bureau du ministre de l'Éducation à Montréal, hier, avec une dizaine d'élèves du cégep venus l'appuyer, pour dire à M. Reid à quel point elle en avait assez d'attendre.

Les parents de la jeune adulte ont fait une demande de résidence permanente pour motif humanitaire en 2002 dans le cadre de l'entente Canada-Québec sur les sans-papiers algériens. Les cinq membres de la famille ont obtenu en mars 2003 leur certificat de sélection du Québec, mais attendent toujours leur statut de résident permanent du Canada.



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE ©

Yasmine Behlouli s'est fait refuser l'accès au bureau du ministre de l'Éducation à Montréal, hier matin, juste avant d'apprendre que le ministre lui accordait une dérogation à la loi pour motif humanitaire.

RÉSULTATS

TVA, le réseau des tirages

Tirage du
2004-09-29

GAGNANTS

LOTS

6/6	1	4 119	100,00 \$
5/6+	0	294	221,30 \$
5/6	127	1	913,80 \$
4/6	7 003		65,70 \$
3/6	131 084		10,00 \$
2/6+	90 462		5,00 \$

10 12 14 27 34 36

Complémentaire : (26)

Ventes totales : 14 638 390 \$
Prochain gros lot (appr.) : 4 000 000 \$

DES GROS LOTS PLUS GROS, PLUS SOUVENT

Tirage du
2004-09-29

GAGNANTS

LOTS

6/6	0	1 000	000,00 \$
5/6+	1	50	000,00 \$
5/6	5		500,00 \$
4/6	935		50,00 \$
3/6	16 506		5,00 \$

07 13 29 38 44 45

Complémentaire : (12)

Ventes totales : 488 961,50 \$

Tirage du
2004-09-30

15 59 68 70

Compl. (16)

Tirage du
2004-09-30

Tirage du
2004-09-29

Tirage du
2004-09-30

(3) 898 (4) 3122

NUMÉRO 894814

NUMÉRO 604576

Tirage du 2004-09-30

12	13	16	20	21	24	25	28	36	37
39	43	45	47	52	61	62	63	64	66

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Grande liquidation

**PRIX RÉDUITS EN RAISON DE LA FIN DE
L'EMBARGO AMÉRICAIN CONTRE L'IRAN**

Tapis persans

Depuis que le commerce direct de tapis entre les États-Unis et l'Iran est rétabli, un important lot de tapis qui aurait été normalement destiné aux collectionneurs de New York et Los Angeles via le Canada ont été confiés à la firme Heriz pour une liquidation publique. Il y en a de toutes les sortes : pure soie de Qum, Nain, Tabriz, Kashan, Meshad et des pièces d'origine tribale. Formats : de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et des tapis d'allée de 22 pi de long.

tapis persans et orientaux
100 % tissés à la main

Prix : de 100 \$ à 1 800 \$ chacun

Vendredi 1^{er} octobre : 11 h à 19 h

Samedi 2 octobre : 11 h à 18 h

Dimanche 3 octobre : 11 h à 18 h

HÔTEL RUBY FOO'S

7655, boul. Décarie

Montréal QC (514) 731-7701

3259381

3259386

**chèque et
comptant
acceptés**

VENTE FERMETURE

FIN DE BAIL DOLLARD-DES-ORMEAUX

Vaillancourt^{MC}
MEUBLES • ACCESSOIRES • DÉCORATION

Jusqu'à
70%
de rabais

3 JOURS DE SUPER VENTE
VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE

SOFA ET FAUTEUIL DECORO

rég.: 2 429⁹⁵ \$ **1 245⁰⁰ \$**

BUFFET ET HUCHE

rég.: 1 999⁹⁵ \$ **860⁰⁰ \$**

MATELAS QUEEN

rég.: 949⁹⁵ \$ **469⁰⁰ \$**

**SANS AUCUNE
EXCEPTION !**

LAMPES, GRAVURES, MIROIRS,
ACCESSOIRES DÉCORATIFS

25% à 70% de rabais

**TOUT
DOIT ÊTRE VENDU !**

**PREMIER ARRIVÉ,
PREMIER SERVI !**

5 000 000 \$ EN LIQUIDATION

La Super Vente se tient dans nos 3 magasins

Laval
2400, boul. Le Corbusier
angle du boul. Le Carrefour
(sortie 10 de l'autoroute des Laurentides)
**450-687-5221 ou
514-337-6077**

Saint-Léonard
5860, boul.
Métropolitain est
sortie Lacordaire (côté sud
du Métropolitain)
514-257-6001

Dollard-des-Ormeaux
3345, boul. des Sources
(côté nord de la Transcanadienne)
514-685-5009

HEURES D'OUVERTURE:
(Exceptionnellement durant la vente)
Lundi et mardi: 9 h à 21 h
Mercredi: Fermé
Jeudi et vendredi: 9 h à 21 h
Samedi et dimanche: 9 h30 à 17 h00

3259353A

SUITES DE LA UNE

Merck retire un remède du marché

REMÈDE

suite de la page A1

Cela étant, l'autorité pharmaceutique américaine a diffusé un communiqué soulignant que « le risque qu'un patient ait un infarctus ou un AVC lié au Vioxx est très faible ».

Un recours collectif a été déposé hier en Cour supérieure à Montréal, quelques heures à peine après l'annonce de Merck.

L'action de Merck a perdu 26,8 % de sa valeur en Bourse hier. Les actionnaires ont perdu collectivement 27 milliards de dollars US.

Vioxx était un des médicaments les plus payants de Merck, avec des ventes mondiales de 2,5 milliards US en 2003 (dont 145,4

L'action de Merck a perdu 26,8 % de sa valeur en Bourse hier. Les actionnaires ont perdu collectivement 27 milliards de dollars US.

millions CAN au Canada). Vioxx représentait 11 % des revenus totaux de 22,5 milliards US inscrits par Merck.

Mais les ventes de Vioxx avaient chuté de 18 % au printemps 2004, entre autres à cause des inquiétudes croissantes sur sa sécurité cardiovasculaire, soulevées par plusieurs études publiées depuis 2002.

Patients inquiets

L'annonce d'hier a suscité beaucoup de questions chez les patients. La ligne d'information sans frais (1 800 567-2594) de la filiale canadienne, Merck-Frosst, a reçu 1600 appels, a dit Jean-Luc Blais, porte-parole de Merck-Frosst. Les pharmacies et cabinets

de médecins ont reçu de nombreux appels.

Les pharmaciens ont été pris de court. Le Groupe Jean-Coutu, par exemple, n'a reçu aucune instruction de Merck concernant les mesures à prendre, a dit la porte-parole Hélène Bisson. La chaîne a instruit ses pharmaciens d'utiliser leur jugement et, « idéalement », de ne pas remplir les prescriptions de Vioxx.

Selon Merck-Frosst, 55 000 personnes prennent actuellement du Vioxx au Canada. En tout, 84 millions de patients de 80 pays ont pris du Vioxx depuis son lancement en 1999 et deux millions en prennent en ce moment.

Mises à pied au labo montréalais

Vioxx a été inventé à Montréal, au centre de recherche Merck-Frosst, où la nouvelle d'hier a eu un impact énorme. Il y aura des mises à pied, a dit le président de la filiale canadienne, André Marcheterre (voir autre texte en page 1 du cahier *Affaires*).

Les données diffusées hier par Merck viennent d'une étude clinique qui visait à voir si Vioxx peut contrer une condition liée à l'apparition du cancer du côlon, a dit Peter Kim, le chef de la recherche au siège social de Merck. Des données sur la sécurité cardiovasculaire étaient également relevées. L'étude a été interrompue huit semaines avant sa fin, quand il est apparu que le risque cardiovasculaire était inacceptable pour les patients volontaires.

« Nous soulignons que durant les premiers 18 mois (de l'étude), il n'y avait aucune augmentation du taux d'accidents cardiaques, a dit M. Gilmartin. Nous avons agi dans le meilleur intérêt des patients. »

Le Vioxx est un anti-inflammatoire non stéroïdien COX 2, la même classe de médicaments que



PHOTO RUDY GUTIERREZ, AP

La compagnie Merck a décidé hier de retirer du marché son populaire anti-inflammatoire Vioxx, un de ses médicaments les plus payants avec des ventes mondiales de 2,5 milliards US en 2003, dont 145,4 millions CAN au Canada.

le Célébrex, son rival commercialisé par Pfizer. Vioxx est approuvé contre l'arthrite rhumatoïde, l'arthrose, la douleur intense et le traitement des symptômes menstruels. Mais dans certains cas, les médecins l'essaient contre d'autres conditions, comme les migraines. Vioxx est aussi très populaire chez les sportifs de haut niveau.

Vioxx suspect depuis 2001

La sécurité du Vioxx avait déjà été mise en question par une étude publiée en août 2001 dans le *Journal of the American Medical Association*. Les auteurs, deux cardiologues réputés, avaient réexaminé des données comparant l'efficacité du Vioxx à celle du Naproxen, un autre anti-inflammatoire très utilisé. Ils avaient conclu que les patients prenant

du Vioxx ont 2,4 fois plus de risques d'avoir un événement cardiaque que ceux qui prennent du Naproxen.

Merck avait contesté l'étude, soulignant que c'est Naproxen qui a un effet cardioprotecteur.

En mai 2004, une étude torontoise financée par les Instituts nationaux de la santé du Canada avait noté une augmentation de 80 % du taux d'hospitalisation d'un certain type de cardiaques âgés, quand ils prenaient du Vioxx. Mais toutes ces études étaient scientifiquement inconcluantes, parce que « rétrospectives », c'est-à-dire faites à partir de données tirées d'études antérieures conçues pour mesurer principalement d'autres choses que la sécurité cardiovasculaire.

Au mois d'août dernier, une grande régie privée d'assurance-

maladie américaine, Kaiser Permanente, avait annoncé son intention de reconsidérer le remboursement de Vioxx.

Kaiser avait fourni des données médicales anonymes à un chercheur de la FDA, qui avait trouvé que le risque de crise cardiaque mortelle était triple avec le Vioxx, par rapport aux gens ne prenant rien.

Merck s'est défendue hier en conférence de presse, d'avoir « pris une chance » avec les patients, soulignant que seule une étude spécifique faite sur de nombreux patients (son étude divulguée hier comptait 2600 patients) avait une valeur scientifique.

Un recours collectif avait quand même été entrepris à ce sujet aux États-Unis et un autre a été annoncé hier.

Le vaccin de la grippe sera offert gratuitement pour les tout-petits

VACCIN

suite de la page A1

« Les enfants qui sont atteints d'une grippe ont l'air misérable, plus que les adultes », a expliqué la coordonnatrice principale de l'Association canadienne de pédiatrie, la D^{re} Danièle Grenier.

« Si les décès d'enfants sont moins nombreux que ceux de personnes âgées, le nombre d'hospitalisation est le même avec des complications nombreuses, très sévères, allant de l'otite, en passant par la pneumonie, l'encéphalite, et même par l'hépatite virale », a-t-elle ajouté.

Au printemps dernier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

avait d'ailleurs lancé un cri d'alarme en enjoignant aux 40 pays membres d'étendre l'utilisation des vaccins antigrippaux mis au point chaque année.

Au Canada, seules les provinces de l'Alberta et de l'Ontario offrent gratuitement le vaccin pour les enfants. La vaccination permettrait, selon des données recueillies par le CCNI, de réduire le nombre d'hospitalisations de 30 à 71 %.

Et tandis que les virus grippaux évoluent avec le temps, de nouvelles souches risquent davantage d'infecter les jeunes enfants. « Car ils n'ont jamais été exposés à ces nouvelles souches ni à des souches antérieures similaires par le biais

de la vaccination ou d'une infection naturelle », précise la D^{re} Grenier.

La cuvée grippale 2004-2005

Cette année le virus de l'influenza devrait arriver de la Nouvelle-Calédonie ou de la Chine et est considéré comme une « cuvée » plutôt modérée.

On s'attend à ce que le vaccin actuel protège ses porteurs contre les virus similaires à A/Panama, A/New Caledonia et les virus grippaux B, en plus d'une certaine immunité protectrice croisée contre le virus A/Fulian. L'an dernier, cette souche était considérée comme la plus virulente des dernières années.

La société ID Biomedical (IDB), qui distribue 75 % des doses au pays, prévoit expédier entre sept et huit millions de doses de son vaccin contre l'influenza pour la saison 2004-2005 dans le marché canadien. De ce nombre, entre 400 000 et 700 000 doses seront destinées au marché privé canadien, tels que les compagnies, pharmacies et institutions de tout genre. Il s'agit d'une tendance en nette progression dans toutes les provinces.

L'une des premières à avoir pris l'initiative, la compagnie Telus mobilité, a instauré un programme de vaccination antigrippale à l'échelle de la société en 1996. Des séances

d'information ont été organisées pour renseigner les employés et leur expliquer ce qu'est la grippe, en quoi les symptômes de la grippe diffèrent de ceux du rhume et ce qui peut être fait pour limiter la propagation du virus.

Depuis lors, Telus vaccine entre 2000 et 4000 employés chaque année, et les absences dues à la grippe auraient baissé de 31 à 23 %.

« Nous avons constaté que les employés qui ne se présentaient pas au travail pour cause de maladie n'invoquaient pas la grippe comme motif d'absence », a expliqué la directrice du service de santé, Sharon Blaney. Plusieurs autres compagnies offrent des programmes de vaccination contre la grippe comme Rogers, Nortel, Costco et Greyhound, pour ne nommer que celles-là.



Ce matin à 8 h 35

Le témoignage du dernier condamné à mort français, gracié en 1981 : PHILIPPE MAURICE.

HOMIER-ROY

dès 5h

Réalisation : Stéphane Tremblay

 **95.1** FM
Première Chaîne
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

L'aide arrive bien en Haïti, assure Luck Mervil

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

De retour d'Haïti, le chanteur Luck Mervil assure aux Québécois que leurs dons en argent et en biens commencent bel et bien à arriver aux Gonaïves, malgré le chaos qui y sévit.

En conférence de presse hier à Montréal, au Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), M. Mervil a décrit avec émotion les scènes de dévastation mais aussi d'espoir qu'il a vues là-bas.

« La situation est pire que ce qu'on nous montre à la télé », a-t-il dit.

Les habitants circulent dans une eau boueuse dans laquelle il y a encore des morts, des cadavres d'animaux, des débris coupants. Les autorités, croit-il, sous-estiment le nombre de morts, car ceux-ci sont encore ensevelis sous la boue et les amoncellements. « C'est au minimum le double de ce qu'on a nommé jusqu'à présent », a-t-il avancé.

Mais il a aussi vu de l'espoir dans les yeux des Haïtiens, qui sont prêts à se battre, à se prendre en main, à reconstruire, jure-t-il.

En plus de continuer à faire des dons en argent et en biens, M. Mervil a invité les Québécois et les Canadiens à penser à long terme. Les dégâts ne seront pas réparés en quelques semaines. Il faudra reconstruire des maisons, reboiser pour prévenir les inondations à plus long terme et creuser des digues autour de cette région-là. Par exemple, il croit utile d'acheter des matériaux là-bas, de façon à stimuler l'économie locale.

Et à ceux qui ont vu les scènes de pillage ou d'émeute, il oppose qu'il y a aussi des denrées qui se rendent à destination, des services d'ordre qui parviennent à assurer une distribution rangée, des gens affamés qui parviennent à attendre leur ration.

AUTRE TEXTE
Violences à Port-au-Prince, page 13.

EN BREF

Lancinant débat

L'administration Tremblay-Zampino a finalement adopté hier la résolution créant un comité de travail sur le cadre électoral de Montréal au terme d'une réunion du conseil municipal qui s'est étirée pendant trois jours. L'opposition officielle a tenté par tous les moyens de stopper l'adoption de cette résolution en présentant des amendements. Le caucus du maire Gerald Tremblay a toutefois mis un terme aux débats en appelant le vote. L'opposition craint que cette démarche ne se termine par une abolition des districts électoraux au profit d'une élection des conseillers au suffrage universel. C'est le ministre des Affaires municipales qui décidera du mode électoral d'après la recommandation du conseil municipal.

La Presse

Prolonger l'usage des parcomètres ?

Après avoir lancé l'étude d'un impôt foncier spécial sur le stationnement hors rue, voilà que Montréal envisage aussi de prolonger les heures payantes des 15 000 parcomètres montréalais dans l'espoir de solutionner ses problèmes budgétaires. Le porte-parole du comité exécutif, Bernard Larin, précise que l'idée est en cours d'analyse, mais qu'aucune décision n'a encore été prise. Le journal *Les Affaires* rapporte cette semaine que Montréal étudie la possibilité de profiter de la prolongation des heures d'ouverture des magasins jusqu'à 21h en semaine et à compter de 10h le dimanche matin. En 2003, les parcomètres gérés par Stationnement de Montréal ont rapporté 14 millions à la Ville.

Sébastien Rodrigue

Surplus à l'Université de Sherbrooke

Les revenus de l'Université de Sherbrooke (UdeS) ont connu une augmentation de 9 % en 2003-2004, pour atteindre 344 millions. La principale source de revenus de l'institution est la subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec (151 millions), suivie des droits de des étudiants (27 millions). « La croissance de l'effectif étudiant se poursuit avec une hausse de 8 % en 2003-2004, permettant une nouvelle augmentation de la subvention gouvernementale de près de 10 millions », a indiqué Luce Samoisette, rectrice adjointe de l'UdeS. L'exercice s'est terminé avec un surplus de 260 000 \$.

Marie Allard



PHOTO DENIS COURVILLE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Vue du port de Montréal et du Stade olympique à partir de la Rive-Sud.

Le Stade, centre de foire?

La RIO songe à sa conversion dès 2008

FRANÇOIS CARDINAL

Le départ des Expos étant chose faite, les yeux se tournent maintenant vers le Stade olympique et son avenir. Aujourd'hui même, la direction de la Régie des installations olympiques rencontrera le gouvernement Charest afin de lui remettre ses recommandations : transformer le lieu en vaste centre de foire dès 2008.

« Le Stade ne disparaîtra pas parce que les Expos disparaissent, lance d'emblée le président de la RIO, Gilles Lépine, en entrevue à *La Presse*. En fait, le départ de l'équipe, qui ne nous rapportait pas des revenus à nous jeter par terre, pourrait même créer des *opportunités*. »

D'autant plus, ajoute M. Lépine,

que le toit du Stade est appelé à être remplacé éventuellement. Un appel de candidatures a été lancé pour que des firmes intéressées à installer, entretenir et gérer une telle chose se manifestent.

« À long terme, lorsque le toit sera remplacé vers 2008, on parle de transformer le stade en centre de foire. On souhaite en faire un réel moteur économique. Mais le dernier mot revient évidemment au Conseil des ministres. »

Or, la ministre responsable de la RIO, Nathalie Normandeau, ne veut fermer aucune porte. En entrevue téléphonique, elle a reconnu que le Stade avait « un réel potentiel comme centre de foire », mais elle a ajouté du même souffle que ce n'est pas le seul lieu qui pourrait être ainsi transformé pour accueillir expositions et salons.

« Il ne faut pas oublier qu'à l'heure actuelle, cinq villes se qualifient pour accueillir un centre de foire au Québec (Laval, Québec, Gatineau, Trois-Rivières et Montréal), précise-t-elle. Il y a beaucoup de joueurs, beaucoup de demandes. »

Actuellement, en raison de l'incertitude qui plane quant au toit, le Stade n'est ouvert que du 1^{er} avril au 1^{er} décembre. Ainsi, l'an passé, il a pu servir 208 jours. Habituellement, les Expos jouaient 81 matchs dans le stade de Montréal. Conséquence : moins de 12 % des revenus de la RIO provenaient du club au cours des trois dernières années.

« Je vais recommander (à la ministre) que l'on fasse du stade un endroit le plus utilisé possible et qui coûtera le moins cher possible.

Le centre de foire est le meilleur des scénarios. Et le stade est le meilleur endroit pour avoir un tel centre : il y a deux stations de métro, 4000 places de stationnement et des infrastructures déjà existantes. »

En janvier 2003, l'Association des professionnels en exposition du Québec (APEQ) pressait le gouvernement de désigner le plus rapidement possible un lieu qui deviendrait le centre de foire de la province. La même année, l'organisme Tradeshow Week révélait, données à l'appui, que Montréal avait perdu, de 1996 à 2000, 30 % des foires de petite taille et 20 % des foires de taille moyenne.

COURRIEL
Pour joindre François Cardinal
francois.cardinal@lapresse.ca

Une Montréalaise parmi l'élite scientifique mondiale

PHILIPPE MERCURE

La Montréalaise Maria Petrucci-Samija a de quoi être fière : le réputé Massachusetts Institute of Technology (MIT) vient de la classer parmi les 100 meilleurs jeunes innovateurs du monde, cuvée 2004. Jointe par *La Presse* cette semaine alors qu'elle se rendait au MIT pour y recevoir les honneurs, la jeune femme qui vit maintenant aux États-Unis s'est dite très flattée de se retrouver sur la prestigieuse liste.

« C'était vraiment inattendu. Je travaille dans mon laboratoire où j'essaie de donner le meilleur de moi-même. Que des gens aient re-

marqué mes efforts me rend très heureuse. »

Le prix vient récompenser le brillant parcours de la scientifique dans le domaine des télécommunications. À 33 ans, Maria Petrucci-Samija est à la tête d'une équipe de recherche de la compagnie Dupont, au Delaware, qui met au point des composants en polymères pour les fibres optiques. Ces longs filaments de verre, qui relient les ordinateurs du monde entier entre eux, sont devenus le système nerveux de la planète. L'information y circule sous forme d'impulsions lumineuses, amenant Internet jusqu'à nos chaumières. Mais les choses ne

bougent pas assez vite au goût de Maria Petrucci-Samija.

« Des applications comme la vidéoconférence, par exemple, demandent de pouvoir transmettre de grandes quantités d'informations très rapidement. Cela nous force à changer radicalement notre façon de regarder les télécommunications traditionnelles. »

Pour la jeune scientifique, qui a grandi à Montréal et qui détient un doctorat de l'Université McGill en chimie inorganique, l'avenir des télécommunications passe par le plastique. Alors qu'elle travaillait pour la compagnie Lumenon Lightwave Technology, dans l'arrondis-

Six pour cent des patients des hôpitaux québécois y subissent un « événement indésirable »

PASCALE BRETON

Sur 100 patients qui se présentent dans les hôpitaux du Québec, que ce soit aux urgences pour traiter une pneumonie ou au bloc opératoire pour une chirurgie, près de six vivront un événement indésirable. Certains vont même en mourir.

Le Groupe de recherche interdisciplinaire en santé (GRIS) de l'Université de Montréal vient de dévoiler une étude révélant que des événements indésirables surviennent dans 5,6 % des hospitalisations et que de ce nombre, plus du quart sont évitables.

Ces incidents laissent souvent des séquelles et, dans 10 % des cas, ils provoquent même la mort du patient. En extrapolant les données provenant de 20 hôpitaux du Québec, les chercheurs ont en effet conclu que ces événements indésir-

ables provoquent 670 décès par année dans toute la province.

« Dans l'ensemble, les soins sont bons », commente le responsable de l'étude, Régis Blais, professeur en administration à la faculté de médecine de l'Université de Montréal.

Par contre, 26,8 % des incidents sont évitables. « Si on extrapole à l'ensemble du Québec, ça représente plusieurs milliers d'événements indésirables, soit environ 24 000. De ce nombre, 6500 sont évitables et il y a aussi 670 décès évitables. Ce n'est quand même pas négligeable. »

Réalisée à partir des données disponibles en 2000 et 2001, l'étude ne tient pas compte de la prolifération des infections au *Clostridium difficile* au cours des derniers 18 mois, ni de la loi 113 adoptée il y a deux ans et qui oblige les hôpitaux à divulguer toutes les erreurs

et incidents, et qui change peu à peu la culture du secret dans les établissements.

« Si on avait pu étudier les chiffres de l'année passée, on pourrait en avoir plus », reconnaît d'ailleurs M. Blais.

Un événement indésirable est un préjudice ou une complication qui survient à la suite des soins prodigués au patient et qui entraîne un séjour prolongé à l'hôpital, voire des séquelles permanentes ou la mort.

Le tiers des cas résultent d'une opération chirurgicale tandis que 19,5 % sont causés par des médicaments, notamment lorsque le patient fait une réaction alors que tous ignoraient qu'il était allergique.

Commandée par le ministère de la Santé du Québec, cette première étude québécoise s'ajoute à celle, pancanadienne, dévoilée en mai,

mais qui ne recensait que quatre hôpitaux au Québec. Cette étude avait montré que des événements indésirables se produisaient dans 7,5 % des hospitalisations, des données comparables à celles d'aujourd'hui si l'on tient compte de la marge d'erreur. Le Québec ferait même meilleure figure que les autres provinces.

« Nous ne pouvions pas nous en glorifier. Même si notre performance est meilleure que les moyennes nationales et internationales, chaque incident indésirable, surtout ceux qui sont évitables, doit être évité. Nous sommes moins pires que les autres, mais nous avons beaucoup à faire », déclare le Dr Michel Bureau, directeur général des services de santé et de médecine universitaire au ministère de la Santé, affirmant qu'un changement de culture est cependant en train de se produire, pour le mieux.

ACTUALITÉS

La Russie ratifiera Kyoto

L'accord sur la lutte contre le réchauffement global pourrait devenir loi au début de 2005

CHARLES CÔTÉ

Presque sept ans après sa signature, le protocole de Kyoto est en voie de devenir une réalité avec l'appui de la Russie. Le gouvernement russe a approuvé hier le projet de loi sur la ratification et décidé de le transmettre à la Douma.

L'Europe, grand artisan de cette percée, a salué la décision du président russe, Vladimir Poutine. « C'est un succès considérable dans la lutte internationale contre le changement climatique », a souligné le président de l'Union européenne, Romano Prodi.

De son côté, le Canada a ratifié le protocole de Kyoto il y a bientôt deux ans, mais est-il prêt à le mettre en oeuvre ? Bien des experts des deux côtés du débat s'entendent pour dire que non.

Depuis le retrait des États-Unis au début de 2001, la ratification russe était essentielle à l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto.

La Douma, Chambre basse du parlement russe, étant dominée par un parti pro-Kremlin, la ratification russe ne devrait pas poser de problème majeur. Toutefois, la date à laquelle le projet sera transmis aux députés n'a pas encore été précisée. Une fois que la Douma se sera prononcée, le président Poutine ou un de ses émissaires devra se rendre aux Nations unies pour y déposer l'acte de ratification russe. Ensuite, 90 jours plus tard, le protocole de Kyoto entrera en vigueur.

C'est l'Union européenne (UE) qui a eu le dernier mot contre les États-Unis dans la décision russe. En effet,



PHOTO MARIA GOLOVNINA. REUTERS ©

Le Canada aura fort à faire pour respecter ses engagements à l'égard de la lutte contre les changements climatiques. Le pays doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 6 % sous le niveau de 1990, alors qu'elles ont augmenté de 20 % depuis cette date.

en mai dernier, l'UE a promis d'appuyer la candidature russe à l'Organisation mondiale du commerce en échange de la ratification par la Russie du protocole.

La décision de M. Poutine est venue après plus de deux ans de tergiversations. Hier, selon les dépêches en provenance de Moscou, il était clair que la Russie est entrée de reculons dans le camp européen sur la question de la lutte contre les changements climatiques. « L'avenir du protocole de Kyoto est entre nos

maines, a souligné le vice-ministre des Affaires étrangères, Iouri Fedotov, devant le Conseil des ministres. Si nous refusions de le ratifier, nous serions marginalisés. Cela aurait des conséquences préjudiciables non seulement politiques, mais peut-être aussi économiques. »

« C'est une décision politique, une décision forcée, a pour sa part commenté le conseiller du Kremlin, Andreï Illarionov, farouche adversaire de Kyoto. Ce n'est pas une décision que nous prenons avec plaisir. »

Le Canada aura fort à faire pour respecter ses engagements à l'égard de la lutte aux changements climatiques. Le pays doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 6 % sous le niveau de 1990, alors qu'elles ont augmenté de 20 % depuis cette date. L'objectif doit être atteint pour la moyenne des années 2008 à 2012. Pour cela, il faut réduire la consommation d'essence du pays, brûler moins de charbon et investir dans des processus industriels plus efficaces.

« Nous ne sommes certainement pas prêts, affirme Jason Myers, économiste en chef des Manufacturiers et exportateurs du Canada. Il est très peu probable que atteignons notre objectif. »

Pendant ce temps, l'Europe s'apprête à lancer son marché d'échange de droits d'émissions. Ce marché va permettre aux entreprises les plus performantes dans la réduction de leur pollution de revendre des crédits.

Selon André Turmel, avocat spécialiste des échanges de droits d'émissions, le Canada est en retard à ce chapitre. « On est derrière l'Europe, dit-il. On a tellement tergiversé. On a voulu ménager la chèvre et le chou avec les élections dans l'Ouest. On a beaucoup discuté pour tenir compte des compagnies pétrolières. Maintenant, on va devoir déposer un projet un peu en catastrophe. Le système d'échange de droits d'émissions européen va démarrer le 1^{er} janvier, mais ici, il manque toujours un projet de loi pour appliquer Kyoto au Canada. »

Steven Guilbeault, de Greenpeace, a suivi tout le cheminement du protocole de Kyoto depuis le début. « C'est très excitant, disait-il hier. Tous les mécanismes vont se mettre en oeuvre. »

Selon lui, la ratification russe est « le coup de semonce dont le gouvernement Martin avait besoin ». « Il y a beaucoup de gens au sein de son gouvernement qui pensaient que le protocole de Kyoto allait s'évanouir dans la nature, dit-il. Je pense que le réveil va être dur pour eux et leurs amis de l'industrie. »

Avec l'Agence France-Presse

Ottawa applaudit Moscou

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le gouvernement canadien a accueilli avec bonheur la nouvelle de l'approbation du protocole de Kyoto par le gouvernement russe de Vladimir Poutine, estimant que cela contribuera à accélérer l'élaboration de son propre plan de mise en application du traité.

Le ministre de l'Environnement, Stéphane Dion, a en effet applaudi la nouvelle, hier à la sortie de la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres, reconnaissant que cela aura un effet d'entraînement ici et ailleurs pour lutter contre les gaz à effet de serre (GES).

« C'est une bonne nouvelle ! » a-t-

il lancé, ajoutant que cela faciliterait les choses pour gagner les Américains, non seulement au traité, mais à ce qui viendra après.

« Si les Russes n'avaient pas ratifié, a-t-il déclaré, on aurait donné 100 % pour lutter contre ce fléau des changements climatiques. Mais le fait qu'ils aient ratifié va nous aider à le faire de façon plus efficace. »

Le ministre de l'Environnement faisait ces déclarations au lendemain de la publication par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) d'un rapport blâmant vivement le Canada pour son piètre bilan dans le domaine de la réduction des GES. Le

porte-parole du Bloc québécois en matière d'environnement, le député Bernard Bigras, a souligné à *La Presse* que le Canada avait augmenté ses émissions de 20 % depuis 1990.

M. Dion estime que le geste de Moscou mettra une pression supplémentaire pour faire avancer ce dossier non seulement en Russie et aux États-Unis, mais partout dans le monde. « Cela met de la pression sur nous tous, a-t-il dit. La Russie va présider le Conseil de l'Arctique et l'Arctique est très affecté par les changements climatiques. Alors, nous aurons la chance de travailler avec nos amis russes de façon plus positive maintenant. »

M. Dion a profité de l'occasion

pour promettre de travailler fort pour faire avancer le plan d'action canadien sur l'environnement, un plan qui se fait désespérément attendre, lui reproche l'opposition.

« Le Canada est désormais devant des obligations fermes et contraignantes sur le plan international, estime Bernard Bigras. Il est maintenant forcé d'appliquer le protocole. Et il va falloir qu'il prenne des dispositions en conséquence. » M. Bigras pense notamment à une véritable politique fiscale environnementale destinée à favoriser l'application du futur plan de réduction des GES.

Enfin, le geste de Moscou doit être perçu pour Stéphane Dion et son homologue québécois Thomas Mulcair comme un signal d'alarme, soutient Bernard Bigras. « Ils doivent s'asseoir immédiatement pour négocier

un accord bilatéral sur l'application du protocole de Kyoto au Québec. »

Le député explique que Jean Chrétien s'est engagé à permettre aux industries des hydrocarbures d'augmenter leurs émissions de GES de 13 %. « Ils ont exempté l'industrie de l'automobile du protocole, une industrie qui est la base économique de l'Ontario. Par ailleurs, on n'a rien fait au Québec, sur le plan sectoriel, pour l'industrie manufacturière qui constitue la base économique du Québec. Ottawa doit donc s'asseoir tout de suite avec le Québec pour qu'il ne soit pas le dernier à négocier. Quand tu es le dernier, tu es toujours pris pour prendre la part des émissions des autres provinces. Il faut un accord bilatéral le plus rapidement possible. Cela demande une volonté politique qui, jusqu'à maintenant, n'a pas été claire chez Stéphane Dion. »

HORIZON LUSSIER
ON VA PLUS LOIN!

Classe A
Admiral 37 PCT 2004
Allegro 30 pieds 2004
Endeavor 40 PDQ (4 extensions) 2004
Pace Arrow 35G 2004
Scepter 40 PDD 2004

Rabais pouvant aller jusqu'à 25 000\$

Le GRAND BLITZ d'automne
27 septembre au 9 octobre

De nombreux spéciaux de fin de saison sur tous les modèles 2004 en inventaire.

Profitez de notre promotion: aucun paiement avant 6 mois.

Classe B
Traverse 30
Pleasure Way EXTS 2004 (3 en stock)

Classe C
Tioga 29V 2004

Financement à taux réduit.

super spécial
sur unités de location, classe C, 24 et 28 pieds avec extension.

AUTOROUTE 10, SORTIE 37
MARIEVILLE
37\$ (450) 460-3666
1-800-387-4100
www.horizonlussier.com

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPEDIER AVEC VOTRE DON DES MAINTENANT

Repas complet pour l'Action de Grâce — 2,29\$

Nous avons besoin de votre aide pour servir notre repas de l'Action de Grâce et procurer des repas chauds additionnels ainsi que d'autres services essentiels cet automne aux personnes démunies, sans abri et qui souffrent, dans la région de Montréal.

Pour seulement 2,29 \$, vous pouvez procurer un repas chaud ou un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ pour une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et à ceux qui souffrent, en postant votre don dès maintenant.

☐ 22,90\$ pour aider 10 personnes	☐ 45,80\$ pour aider 20 personnes
☐ 68,70\$ pour aider 30 personnes	☐ 91,60\$ pour aider 40 personnes
☐ 229\$ pour fournir 100 repas ou des services essentiels	
☐ \$ pour aider autant de personnes que possible	

Pour facturer votre don sur votre carte de crédit veuillez composer le (514) 523-5288.

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus.

Nom _____

Adresse _____ App. _____

Ville/Prov./Code Postal _____

Téléphone (____) _____

Courriel _____

3255979

VEUILLEZ faire votre chèque payable à:

LA MISSION BON ACCUEIL
C.P. 894, Succursale St.-Jacques, Dépt. 404307
Montréal QC H3C 2V8
Situé au: 1490 rue Saint-Antoine Ouest
www.mbawhm.com

Le numéro d'enregistrement de la Mission Bon Accueil, un organisme de charité, est le BN10819 5215 RR0001.

NOTRE 112^e ANNÉE DE SERVICE À MONTRÉAL



MONTGIT LE SAMEDI

CE SAMEDI DANS **LA PRESSE**

Frénésie de **BRICOLAGE**.



À L'AFFICHE nos PLUS BAS PRIX de la saison

Une vaste sélection de nouvelles offres spéciales
est maintenant offerte en magasin. Consultez
notre dernière circulaire des Jours la Baie!

rabais de 30 %

tenues mode à prix ordinaire pour femme, homme et enfant plusieurs de vos étiquettes favorites

Tenues griffées pour femme et homme dans le lot.

Exceptions : articles Outline®, « Bon prix la Baie tous les jours » et « Achat-choc ».

NAUTICA PERRY ELLIS JONES NEW YORK TOMMY HILFIER tōgo[™] ck Calvin Klein global mind
Style&co. Bianca Nygård mac & jac LIZ CLAIBORNE m a n t l e s CHAPS EST. 1978 GUESS

et bien d'autres!

15 % de rabais montres et bijoux de marque. Exception : Swarovski.

50 % de rabais additionnel

- tenues mode, chaussures et bijoux à prix de liquidation pour femme, homme et enfant
- lingerie et tenues de nuit à prix de liquidation pour femme

Sur nos derniers prix étiquetés.

40 % de rabais additionnel

tenues griffées
à prix de liquidation
pour femme

Sur nos derniers prix étiquetés.

GRAND BALAYAGE D'ARTICLES MODE FOYER!

75 % de rabais

litterie et serviettes

tout l'assortiment Royal Velvet et ToGo[™]

Le choix varie selon le magasin.
Sur nos derniers prix étiquetés.

50 % de rabais

batteries de cuisine et articles
suivis. T-Fal, Analon, Circulon,
KitchenAid et Lagostina

10 % de rabais

appareils électroniques,
gros électros et meubles
à prix ordinaire

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : Home Studio, GlucksteinHome, Liz Claiborne Home, offres de la direction, articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc » et ceux des rayons concédés. La mention « ACHAT-CHOC » indique que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Les articles « Achat-choc » sont offerts en quantités limitées; pas de bons d'achat différé. Précisions en magasin. Prenez note que la mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit.

MONDE

L'armée israélienne investit le camp le plus peuplé de Gaza

Au moins 32 Palestiniens et trois Israéliens tués hier

D'APRÈS AFP ET AP

GAZA — Au moins 32 Palestiniens, dont sept adolescents, et trois Israéliens, dont une femme colon, ont été tués hier dans la bande de Gaza, dans le cadre d'une des opérations les plus meurtrières de l'armée israélienne depuis le début de l'Intifada en septembre 2000.

En soirée, la radio militaire rapportait que le premier ministre israélien Ariel Sharon avait donné son feu vert à l'armée pour qu'elle continue et étende l'opération.

Plus tôt, Avi Pazner, porte-parole du gouvernement, avait déclaré que l'opération militaire allait se poursuivre et n'était pas limitée dans le temps.

« Nous irons plus avant et plus largement pour voir si les attaques (de roquettes du Hamas) cessent et pour déstabiliser les organisations terroristes », a-t-il dit. Celles-ci « semblent avoir lancé une offensive générale dans la bande de Gaza. Nous allons répondre à cette offensive », a-t-il averti.

Le ministre de la Défense Shaoul Mofaz, cité par la radio militaire, a lui aussi indiqué que l'armée avait décidé d'élargir ses opérations dans la bande de Gaza.

Trois objectifs

Selon lui, les responsables militaires israéliens se sont fixé trois objectifs : éloigner les lanceurs de roquettes de Sdérot, dans le sud d'Israël, porter atteinte aux « organisations terroristes », et renforcer la défense des colonies de peuplement de la bande de Gaza.

Les principaux combats se sont déroulés dans le camp de réfugiés de Jebaliya, où l'armée israélienne est entrée pour la première fois depuis quatre ans. Un char a tiré un obus. Le bilan est lourd : sept morts et 24 blessés, tous des adolescents rassemblés devant le mur d'enceinte, partiellement détruit, d'une école de l'Unrwa, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens.

D'autres Palestiniens ont été tués lors d'affrontements avec des soldats israéliens dans le camp et près de la colonie juive d'Eléi Sinai. Trois Israéliens, deux soldats et une femme colon, ont également été tués.

Les bulldozers israéliens ont détruit une quinzaine d'habitations le long d'une route à travers le camp, selon des témoins, apparemment pour élargir la voie de circulation



PHOTO MOHAMMED SALEM. REUTERS

Des employés médicaux palestiniens traitent un jeune homme blessé lors d'une opération israélienne, hier, dans un camp de réfugiés de la bande de Gaza. Au moins 32 Palestiniens et trois Israéliens ont péri lors de cette incursion.

et permettre à des chars de l'emprunter.

Des dizaines de Palestiniens ont ouvert le feu sur les Israéliens, et plusieurs centaines sont descendus dans les rues, lançant des pierres.

Ahmad Abou Sal, ambulancier, venait de déposer son chargement de blessés à l'hôpital Jebaliya lorsque le fracas d'un obus de char israélien a ébranlé tout le secteur. La mort venait de s'abattre sans prévenir.

Lambeaux de chair

« J'ai vu un nuage de poussière puis des lambeaux de chair et des corps s'envoler », dit Abou Sal, 28 ans, qui se trouvait à une centaine de mètres du point de chute du projectile.

« Ces enfants ne faisaient rien. Ils

traînaient juste par là-bas », s'insurge Abou Sal, dont la blouse blanche et la civière sont maculées de grosses tâches de sang.

Une source militaire israélienne a confirmé qu'un char avait tiré un obus sur « un marché densément peuplé, près d'une école à Jebaliya », après deux attaques menées, depuis ce secteur, par des militants palestiniens, qui ont fait trois blessés parmi les soldats.

Dans les rues du camp, le plus grand de la bande de Gaza avec plus de 100 000 réfugiés, des dizaines d'hommes armés se tiennent prêts, la nuit tombée, à repousser toute avancée de l'armée israélienne. Des pères de famille et des femmes voilées, debout devant leurs misérables maisons, sont à l'affût des dernières nouvelles.

À l'hôpital Kamal Edouane, où les morts et blessés ont été transférés, médecins et infirmiers sont débordés, et une noria d'ambulances déposent des corps ensanglantés. Pour faire face au grand nombre de blessés, la cafétéria du petit hôpital a été transformée en salle d'urgences.

La branche militaire du Hamas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, a menacé dans un texte de « semer la mort et la destruction parmi les soldats de l'ennemi dans chaque rue et dans chaque allée ».

« Nous ne permettrons pas aux soldats de l'ennemi de progresser, à moins de passer sur nos cadavres, nous sommes capables de le repousser et de le battre », assurent les auteurs du communiqué.

Rumsfeld reconnaît que les rebelles gagnent du terrain en Irak

JOONEED KHAN

Sur fond de carnage renouvelé en Irak, depuis Bagdad jusqu'à Mossoul, Kirkuk, Tall Afar et Bassora, le secrétaire américain à la défense Donald Rumsfeld a admis hier que les « rebelles » gagnent du terrain en Irak et le ministre britannique des Affaires étrangères Jack Straw a jugé la situation « sérieuse ».

Mais, dans un discours devant l'Institut international d'études stratégiques (IISS) à Londres, le premier ministre intérimaire Iyad Allaooui réaffirmerait que des élections « complètes, libres et justes » auraient lieu en Irak « l'an prochain à la date prévue, parce que la vaste majorité des Irakiens le veut ».

Les violences qui se multiplient en Irak ont convaincu une partie des Irakiens que les efforts des États-Unis pour restaurer les libertés démocratiques « ne vont pas marcher », a admis Rumsfeld à un radio de Virginie-Occidentale. L'augmentation de la violence a créé une brèche dans la confiance des Irakiens envers les États-Unis, ce qui permet de faire grossir les rangs des rebelles ou de leurs supporters, a-t-il ajouté.

« Les honnêtes citoyens essaient de reconstruire leur pays mais ils en sont empêchés par ces forces du mal qui, sachant qu'elles ne pourront s'imposer dans les urnes, essaient d'imposer leur volonté par les balles et les bombes », a déclaré pour

sa part Jack Straw devant le congrès du Parti travailliste qui a pris fin hier.

À Bruxelles, le général américain James Jones, commandant suprême des forces alliées en Europe, indiquait que la mission de formation de l'OTAN pour les forces de sécurité irakiennes pourrait atteindre jusqu'à « 3000 » hommes, sans doute moins mais « pas plus ». Jusque-là, des responsables de l'OTAN avaient parlé d'une mission de « plusieurs centaines » d'instructeurs — environ 300 — pour former des officiers dans une « académie militaire » à l'extérieur de Bagdad, sans compter les effectifs pour les protéger.

À Bagdad, le vice-premier ministre chargé de la Sécurité nationale, Barham Saleh, a affirmé que le gouvernement entendait reprendre le contrôle de villes rebelles comme Fallouja d'ici novembre et tenir les élections à la date prévue de janvier 2005.

Pour l'instant, l'aviation américaine lance des raids quasi quotidiens sur Fallouja, pour éliminer selon elle les repaires de l'islamiste Abou Moussab al-Zarqaoui, qui a revendiqué plusieurs attentats et l'enlèvement de plusieurs otages étrangers.

Raid américain

Un raid américain tôt hier a fait au moins trois morts et 14 blessés, selon l'hôpital de l'ouest de Bagdad.

L'Égypte a entamé de son côté des consultations en vue d'accueillir le

mois prochain une conférence internationale sur les élections irakiennes, proposée par les États-Unis. Mais l'Espagne, qui pense qu'une telle conférence est du ressort de l'ONU, a appelé hier l'organisation internationale à prendre des initiatives « hors du commun » pour tenter de trouver une solution à la crise irakienne.

S'exprimant dans une conférence de presse commune avec son homologue bulgare Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha, en visite à Madrid, le premier ministre espagnol José-Luis Zapatero a affirmé : « Les choses vont mal en Irak parce que l'on n'est pas passé par les Nations unies. Cela se passe mieux en Afghanistan parce qu'on est passé par l'ONU. L'expérience nous le montre clairement. »

Outre les attentats à la voiture piégée qui ont tué au moins 42 personnes, dont 37 enfants, et 200 blessés, à Bagdad, un soldat américain et deux policiers irakiens ont été tués, et trois soldats américains et 60 Irakiens blessés dans l'explosion d'une voiture piégée près d'une base américaine à la sortie ouest de Bagdad. Toujours à Bagdad, un soldat de la Force multinationale a été tué et sept autres ont été blessés par le tir d'une roquette.

À Tall Afar, dans le Nord, quatre Irakiens ont été tués et 19 blessés, dont cinq policiers, dans un attentat à la voiture piégée qui a visé le directeur de la police locale, le colonel Ismail Mohammad Ismail.

Deux policiers, dont un officier, ont été tués dans une attaque lancée par des inconnus armés contre leur véhicule à Mossoul. L'imam d'une mosquée de Mossoul a en outre été abattu par des hommes circulant à bord d'une voiture. À Kirkuk, le conseiller à la sécurité du maire, Jalal Fatah Omar, a été retrouvé assassiné par balles, selon la police.

Démissions

À Dhoulouiyah, invoquant un conflit avec les forces américaines, le chef de la Garde nationale, Ziad Ibrahim al-Joubouri, a annoncé avoir démissionné avec les 200 hommes qu'il commande. À Bassora, dans le sud, cinq gardes nationaux irakiens ont été tués.

Et un groupe armé s'appelant « Armée islamique en Irak - Commandement de la région occidentale » a annoncé retenir dix personnes en otages (six Irakiens, deux Indonésien et deux Libanais) qui travaillent pour une entreprise d'équipement électrique, a rapporté la télévision Al-Jazira, diffusant des images montrant six des otages.

Le député français Didier Julia est arrivé hier à Damas, où il veut déployer des efforts dans le but de faciliter la libération des deux otages français en Irak, les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot.

Avec AFP, AP, Reuters, *Boston Globe*, Bloomberg, CBS.

Ottawa refuse de livrer à la Chine 44 réfugiés nord-coréens

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement Martin n'a pas l'intention d'accéder, du moins dans l'immédiat, à la demande de la Chine de lui remettre les 44 Nord-Coréens qui se sont réfugiés mercredi dans l'ambassade du Canada à Pékin.

Le premier ministre Paul Martin a fait savoir, hier, à l'issue d'une réunion de son cabinet, qu'il existe des règles à suivre lorsque des individus réclament le statut de réfugié aux autorités canadiennes.

« Il y a une procédure à suivre. Nous sommes en train de suivre cette procédure. Ce qu'on veut, vraiment, c'est le bien-être de ces personnes. Mais tout est en discussion », a affirmé M. Martin à l'issue d'une réunion de son cabinet. « Ce n'est pas la première fois qu'une telle chose se produit. Cela s'est déjà produit à plusieurs reprises dans d'autres pays. »

Pourparlers

Ainsi, le groupe de réfugiés, des hommes, des femmes et des enfants, restera sur le site de l'ambassade pour le moment. Une porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Kimberly Phillips, a indiqué que les diplomates canadiens en poste à Pékin poursuivent les pourparlers avec les autorités chinoises afin de trouver une solution à ce problème.

« Nous continuons à travailler avec le gouvernement chinois pour résoudre ce problème de la même manière que nous avons résolu les précédents », a dit M^{me} Phillips, faisant ainsi allusion à deux cas similaires en 2002 lorsqu'en mai, puis à nouveau en juin, des Nord-Coréens avaient trouvé refuge à la même ambassade.

Ces cas « avaient été résolus en consultation avec le gouvernement chinois et des responsables canadiens avaient accompagné ces groupes hors de Chine », a-t-elle précisé.

Plus tôt ce mois-ci, 29 personnes disant être originaires de la Corée du Nord ont franchi la clôture d'une école japonaise de Pékin. L'an dernier, un total de 1285 Nord-Coréens ont réussi à se rendre en Corée du Sud par divers moyens. Ils avaient été 1140 à le faire en 2002.

Le gouvernement Martin a ainsi opposé une fin de non-recevoir à Pékin dont le ministre assistant des Affaires étrangères, Shen Guofang, avait dit « espérer » hier que les Canadiens allaient « les remettre à la Chine ».

« Nous pensons que pénétrer dans des ambassades menace la sécurité des ambassades en Chine, et nous devons condamner cette pratique », avait-il ajouté, promettant de traiter ces réfugiés avec « humanité ».

La Chine ne considère pas les Nord-Coréens qui séjournent illégalement sur son territoire comme des réfugiés et les renvoie régulièrement dans leur pays, mais elle a accepté jusqu'ici de laisser partir vers la Corée du Sud ceux qui étaient parvenus à gagner une ambassade ou un consulat. Mais le Canada n'envisage pas de remettre ces réfugiés aux Chinois sans exercer un contrôle sur leur sort.

Des douches

Interrogé à Pékin par la chaîne CTV, l'ambassadeur canadien Joseph Caron a dédramatisé la situation. « Il y a eu de nombreux cas similaires ici à Pékin et ailleurs en Chine. En un sens, c'est presque de la routine. Le groupe est un peu plus grand que ce que nous avons vu jusqu'ici et nous devons nous adapter », a-t-il dit.

Pour fuir le régime stalinien et appauvri de Kim Jong-Il, plusieurs centaines de Coréens du Nord, voire davantage, sont en effet parvenus depuis trois ans à gagner des missions diplomatiques en Chine.

À Ottawa, on « s'attend à ce que ce cas ne soit pas résolu rapidement », notamment parce que des jours fériés arrivent en Chine. Des douches ont même été installées pour ce groupe qui comprend six enfants.

Avec l'AFP.

LE TOUR
DU GLOBE

SOUDAN

Crimes contre
l'humanité

Juan Mendes, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU pour la prévention des génocides, a déclaré hier que « des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre » ont été perpétrés au Darfour. « Je crois qu'après notre mission, nous pouvons conclure que des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des violations des lois de la guerre ont probablement été perpétrés de façon systématique et sur une large échelle », a-t-il dit dans un rapport devant le Conseil de sécurité de l'ONU. « Nous n'avons pas encore assuré que d'autres violations ne seront pas commises à l'avenir et nous devons rester vigilants à cet égard », a ajouté Mendes. De son côté, dans son propre rapport au conseil, Louise Arbour haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, a désigné l'impunité dont jouissent les auteurs d'atrocités contre les populations du Darfour comme l'un des plus sérieux problèmes à régler. Elle a accusé le gouvernement soudanais de « faire défaut » aux populations du Darfour et préconisé l'envoi d'urgence sur place d'une importante force de police internationale. AFP

ÉTATS-UNIS

Droits civils

Un juge fédéral a porté un nouveau coup au Patriot Act, cet ensemble législatif adopté après les attentats du 11 septembre 2001 et qui renforce les pouvoirs des autorités. Le magistrat Victor Marrero a jugé hier que l'une de ses dispositions violait la Constitution américaine. Il s'agit de celle qui autorisait le FBI à recueillir les relevés téléphoniques et Internet de particuliers puis à interdire aux fournisseurs de services d'informer leurs clients que cette recherche avait eu lieu. La Cour suprême a récemment rappelé qu'un « état de guerre n'est pas un chèque en blanc pour le président en ce qui concerne les droits des citoyens », a fait valoir Victor Marrero dans son jugement. Le gouvernement va probablement en appeler. AFP

GRANDE-BRETAGNE

Blair hospitalisé

Le premier ministre britannique Tony Blair a annoncé hier qu'il serait brièvement hospitalisé aujourd'hui pour un traitement en raison de troubles du rythme cardiaque, dans une interview diffusé par la chaîne de télévision britannique Sky News. M. Blair, 51 ans, restera à l'hôpital dans la nuit d'aujourd'hui à samedi et se reposera pendant le week-end, avant de reprendre lundi ses activités normales et d'entamer une visite en Afrique à partir de mardi, a précisé un porte-parole de Downing Street. L'intervention médicale pendant laquelle M. Blair sera sous anesthésie pendant deux heures et demie vise à stabiliser son rythme cardiaque. Tony Blair a déclaré à Sky News qu'il briguerait un troisième mandat en dépit de ses problèmes cardiaques et qu'il le mènerait à terme s'il était élu. « Mais dans ce cas, je ne briguerai pas de quatrième mandat », a-t-il ajouté. AFP

AFGHANISTAN

Électorat incomplet

La Commission électorale, chargée d'organiser la présidentielle du 9 octobre, n'aura pas de données définitives sur le nombre d'électeurs recensés le jour du scrutin, a annoncé hier le porte-parole de l'ONU à Kaboul. « Nous n'avons pas de chiffre définitif pour les électeurs recensés et la commission a cessé de comptabiliser les électeurs » qui ont reçu une carte électorale, a déclaré Manoel de Almeida e Silva. Les dernières données rendues publiques faisaient état fin août de plus de 10,5 millions de cartes d'électeurs distribuées. Toutefois ces données n'étaient pas définitives. La commission a indiqué de son côté que l'élection présidentielle, la première dans l'histoire du pays, se tiendra comme prévu le 9 octobre même si un candidat meurt ou est tué avant le scrutin. Une attaque à la roquette contre une base de l'armée allemande à Kunduz a blessé trois Allemands et deux Suisses, a indiqué hier le ministère allemand de la Défense. AFP

POLOGNE

Prêtres pédophiles

Deux prêtres catholiques sont poursuivis par la justice en Pologne pour agressions sexuelles contre mineurs, a-t-on annoncé hier de sources judiciaires. Le procès du prêtre Zbigniew Sz. (la loi polonaise interdit la publication de noms de suspects), accusé d'avoir, de 2000 à 2003, agressé à plusieurs reprises six fillettes âgées aujourd'hui de 8 à 13 ans, commencera le 4 novembre. Il se déroulera à huis clos « pour protéger les victimes mineures et les bonnes moeurs », a déclaré la porte-parole du tribunal, Barbara du Chateau. Parallèlement, le parquet de Wielun (centre) a inculpé le curé de la paroisse de Lututow (centre) d'agressions sexuelles contre un garçon et une fillette âgés de 8 ans. Le prêtre Wladyslaw L., 47 ans, a été interpellé mercredi soir alors que le parquet venait d'interroger ses deux victimes présumées. Les deux prêtres encourent une peine allant jusqu'à 10 ans de prison. AFP



Journée Rockport
Samedi 2 Octobre 2004

Cadeau avec achat

Obtenez en prime
Un coupe-vent à l'épreuve des intempéries à l'achat
d'un modèle rockport à prix régulier

89.95 \$ EN PROMOTION
LE 2 OCTOBRE Seulement
SPÉCIALE

GRAND BAY pour HOMME
CURTIS STREET pour FEMME

LE MARCHEUR
BOUTIQUE
CHAUSSURES ET SANDALES DE MARCHÉ

4062 St-Denis, Montréal, Qc, 514-842-3007

VIOLENCES À PORT-AU-PRINCE

Trois policiers tués

CLARENS RENOIS
AGENCE FRANCE-PRESSE

PORT-AU-PRINCE — Port-au-Prince a connu hier une journée de violences, avec trois policiers tués, lors d'affrontements entre des manifestants réclamant le retour en Haïti du président déchu Jean-Bertrand Aristide et les forces de l'ordre. Un policier a été tué et deux autres blessés à l'issue d'échanges de tirs entre une patrouille de police et des manifestants, a-t-on indiqué de source policière. Ces deux policiers, blessés, ont été emportés par des manifestants, a affirmé à l'AFP le commissaire Renaud Étienne, responsable du commissariat de Port-au-Prince. En fin de soirée, la police a annoncé la mort de ces deux policiers. Un autre policier, grièvement blessé, est soigné dans un hôpital. Selon le commissaire Étienne, plusieurs patrouilles de la police ont été attaquées par des manifestants armés et des commissariats ont essuyé des tirs et des jets de pierres. Plusieurs personnes ont été interpellées, a également indiqué M. Étienne.

Des partisans de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide avaient annoncé vouloir organiser une manifestation hier dans la capitale à l'occasion du 13^e anniversaire du coup d'État militaire qui l'avait renversé en 1991. Des barricades de pneus enflammés ont été érigées sur plusieurs artères de la capitale où des tirs sporadiques ont été entendus, créant un vent de panique parmi la population. Des étals de marchandises ont été incendiés et des petits commerçants qui occupent les trottoirs de la capitale ont été blessés par balles, ont rapporté des témoins. D'importantes mesures de sécurité ont été prises pour protéger les alentours du Palais national, siège de la présidence haïtienne. Des soldats de la Mission de stabilisation de l'ONU (Minustah) ont été déployés autour du bâtiment, appuyés par des membres de la police haïtienne. L'ONU compte quelque 3000 militaires et policiers en Haïti depuis le début de l'été. Sous la pression d'une insurrection armée et de la communauté internationale, Jean-Bertrand Aristide a quitté le pouvoir le 29 février dernier et vit aujourd'hui en exil en

Afrique du Sud. Il garde cependant nombre de partisans comme avait pu le constater le 30 août le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères, Renaud Muselier. À l'occasion d'une visite d'un hôpital à Cité Soleil, un quartier déshérité de Port-au-Prince, le ministre avait été pris dans une fusillade qui avait duré près de deux heures. Il avait pu quitter l'établissement sous escorte militaire, grâce à la Minustah qui avait mobilisé deux hélicoptères et deux véhicules blindés. Le processus démocratique mis en place après le départ de Jean-Bertrand Aristide reste très fragile. Les institutions demeurent faibles et la question du désarmement des bandes armées, qu'elles soient à la solde de l'ancien dirigeant haïtien ou composées d'anciens militaires ayant participé à l'insurrection du début d'année ayant conduit à son départ, reste entière. Depuis la mi-septembre, le pays le plus pauvre du continent américain subit en outre une catastrophe naturelle avec des inondations provoquées par la tempête tropicale Jeanne. Ces inondations ont fait 1554 morts et 904 disparus.



les PLUS BAS prix de la saison

Plus que 3 jours! Jusqu'au dimanche 3 octobre

Voyez notre vaste sélection de nouvelles offres en magasin.
Consultez le nouveau cahier des Jours la Baie.

30 % de rabais

mode à prix ordinaire pour homme, femme et enfant
Vos marques favorites! Dans le lot : mode griffée pour homme et femme.

Exceptions : articles Outline, « Bon prix la Baie tous les jours » et « Achat-choc ».

NAUTICA

PERRY ELLIS

JONES NEW YORK



tōgo™



global mind

Style&co.

Bianca Nygård



LIZ CLAIBORNE

mantles™



GUESS

et plusieurs autres!

15 % de rabais

Bijoux et montres de renom. Exception : Swarovski.



49⁹⁹ pulls Tommy Hilfiger tout coton pour elle Prix de comparaison 85 \$.



50 \$ à 60 \$ de rabais choix de chaussures confort pour lui. Rockport et Clarks



40 % de rabais collants fins et opaques DIM



33 % de rabais vêtements pour enfant Krickets et Adidas



30 % de rabais tenues d'extérieur tout-aller pour lui. Nike, Pacific Trail et Dockers



40 % de rabais • tricot, pulls et chemises tout-aller Mantles™ pour lui • pantalons sport Dockers & Haggard



30 % de rabais bijoux Cezanne à perles d'imitation



199⁹⁹ télé Apex à écran plat de 51 cm (20 po)



50 % de rabais verrerie Vintage de Waterford

Recevez l'une des 4 primes personnalisées adaptée à votre type de peau à l'achat de 2 produits Clarins, dont un produit de soins. Jusqu'au dimanche 10 octobre.

50 % de rabais additionnel

- mode, chaussures et bijoux à prix de liquidation pour homme, femme et enfant. Dans le lot : mode griffée pour lui.
- lingerie et tenues de nuit à prix de liquidation pour elle

Sur nos derniers prix étiquetés.

40 % de rabais additionnel

mode griffée à prix de liquidation pour elle

Sur nos derniers prix étiquetés

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : Home Studio, GlucksteinHome, Liz Claiborne Home, offres de la direction, articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc » et ceux des rayons concédés. La mention « ACHAT-CHOC » indique que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Les articles « Achat-choc » sont offerts en quantités limitées; pas de bons d'achat différé. Prenez note que la mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

Obtenez jusqu'à 50 % plus de points Primes Hbc.

Utilisez conjointement les deux cartes au moment de régler votre achat dans les magasins de la famille Hbc.



ÉDITORIAUX

Les joies du
« ça-va-pétisme » !



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

Il y a moins de 48 heures, Toutatis, un astéroïde de cinq kilomètres sur deux capable d'anéantir toute vie sur terre, a « frôlé » la planète.

Or, dans l'ordre des dangers qui menacent la survie de l'espèce, et a fortiori l'équilibre de l'écosystème, la chute sur terre d'un astéroïde figure en bonne place. Ce sont de tels objets qui, à deux reprises au moins, ont presque éliminé la vie sur Terre. Il en circule régulièrement à moins d'un million de kilomètres de nous, beaucoup n'étant détectés qu'après leur passage. De toute façon, il n'existe encore aucun moyen sûr de les détruire ou de modifier leur trajectoire.

Pourtant, il n'y a eu ni bruyantes manifestations dans les rues, ni pamphlets vengeurs sur la fin de la civilisation par collision cosmique, ni mouvement citoyen réclamant une journée annuelle « Tout Le Monde à Son Télescope »...

Pendant ce temps, d'autres catastrophes appréhendées soulèvent les passions, attisent le militantisme, enrôlent les médias. L'accident nucléaire, la pénurie d'eau, la fin du pétrole, la paupérisation, la surpopulation, le réchauffement de la planète, le déboisement, le dérègle-

L'homme demeurera toujours la plus stupéfiante machine à s'adapter que le cosmos ait connue.

ment climatique, les OGM... la liste est sans fin.

Or, on remarquera que celles-là, les catastrophes « populaires », ont toutes une cause commune. Elle a été identifiée en 1972 par le Club de Rome — dont on sait qu'il s'est trompé sur à peu près tout — dans son fameux manifeste, *Halte à la croissance*. Cette cause, c'est le développement, précisément. On s'est alors mis à croire que l'activité économique, la prospérité, la science, la connaissance, la technologie, génèrent tous les dangers, de sorte qu'il faut les stopper net pour que la planète survive.

Deux siècles après Malthus, qui fut l'inventeur du genre, le Club de Rome établissait ainsi les paramètres du catastrophisme moderne : le « ça-va-pétisme », savoureuse expression forgée par *Le Monde* !

Sur cette lancée, certains sont allés jusqu'au bout : c'est l'homme lui-même que, pour bien faire, il faudrait éliminer.

Tel est par exemple l'avis de l'écologiste David Pimentel, selon

qui il est nécessaire de se débarrasser de 63 à 85 % de la population des États-Unis, de façon à n'y laisser que de 40 à 100 millions d'individus. William Aiken va plus loin encore et estime qu'il faudrait éliminer 90 % des Terriens ! Ce philanthrope ne suggère cependant aucun moyen de se débarrasser des cinq ou six milliards d'humains en trop.

Pourtant, l'humanité a de l'expérience en matière d'extermination de masse...

Historiquement, c'est le développement, la prospérité, la science et la technologie qui ont vaincu les maux affligeant la planète et ses habitants.

Le spectre de la surpopulation, l'ancien dada du Club de Rome, a été anéanti par l'élévation du niveau de vie et la pharmacologie. Contrairement à ce qu'on dit et répète, le pourcentage des forêts sur terre est resté constant à 0,1 % près depuis 50 ans, parce que sont apparues de telles choses que la gestion rationnelle et le reboisement. En pratique, le nucléaire s'est révélé infiniment moins tueur que le charbon. Grâce au développement des techniques de prospection, les réserves connues de pétrole (4,2 milliards de tonnes en 1939, 138 milliards aujourd'hui) ont progressé au même rythme que la consommation. L'application de techniques agricoles modernes a eu pour effet de multiplier par trois, en 50 ans, la production mondiale de céréales (de 630 à 1840 millions de tonnes). Contrairement à ce qu'on dit et répète aussi, la pauvreté recule dans le monde — beaucoup trop lentement, certes — à mesure qu'avance ce qu'il fait bien appeler la modernité...

Parce que l'industrie du ça-va-pétisme est vigoureuse, sexy, bien organisée et fortement médiatisée, les bénéfices réels du développement sont rarement comptabilisés, alors que ses coûts appréhendés sont placardés partout.

Le cas des OGM est éclairant. Chacun connaît les dangers potentiels — réels ou imaginaires — de l'agriculture à base de semences génétiquement modifiées. Mais qui connaît ses bénéfices, en particulier dans les pays en voie de développement ? Et qui a calculé ce qu'il en coûterait de ne pas les utiliser ?

En somme, quels que soient les problèmes actuels, qui sont vérifiables, personne n'est en mesure de prédire de quelle façon ils évolueront. Rien n'est inéluctable. Et ce pour la bonne raison que l'homme demeurera toujours la plus stupéfiante machine à s'adapter que le cosmos ait connue.

Il lui faut juste ne pas céder à ce qu'on pourrait appeler la haine progressiste du progrès. Et lever de temps à autre les yeux vers le ciel, afin de ne pas périr écrasé sous un astéroïde.

Merci, M. Raymond



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Outre les quelque 30 000 personnes qui ont assisté au dernier match des Expos à Montréal, la plupart des Montréalais ont accueilli la nouvelle du déménagement de l'équipe avec indifférence. L'agonie a été si longue, les gestionnaires insuccessifs de l'équipe et le baseball majeur ont tellement fait pour écoeurer les amateurs de baseball

Claude Raymond est l'envers des vedettes gâtées de ce sport gâché.

du Québec, que les mots « bon débarras ! » étaient ceux qui venaient le plus facilement à l'esprit.

Mais il y a Claude Raymond. Une fois la dernière partie à Montréal et les cérémonies terminées, alors que le Stade olympique était presque vide, l'ancien joueur a fondu en larmes lors d'une entrevue à Radio-Canada : « Je ne veux pas quitter le Stade. Je ne veux pas enlever cet uniforme. Je sais

combien de jeunes ont rêvé de le porter. Je pense que je vais coucher avec ! » Le baseball, c'était sa vie.

Claude Raymond est l'envers des vedettes gâtées de ce sport gâché. Un homme simple, discret, travaillant. Raymond, qui a aujourd'hui 67 ans, s'est expatrié aux États-Unis en 1955, à une époque où les Québécois ignoraient qu'ils pouvaient être parmi les meilleurs, réussir hors de leur paroisse. Il n'avait pas 20 ans ; Duplessis était premier ministre.

Le lanceur québécois a passé 12 ans dans les ligues majeures, où il a connu une belle carrière. Il fallait qu'il soit bon : Milwaukee, Houston et Atlanta n'avaient aucune raison de donner des passe-droits à un Canadien français. Arrivé avec les Expos, il a résisté à la pression et connu une saison exceptionnelle en 1970.

Après sa retraite, Claude Raymond a été commentateur à la télévision et à la radio, puis instructeur des Expos. Mais surtout, il s'est investi dans le développement du baseball au Québec, en particulier auprès des jeunes.

Claude Raymond est un pionnier, un athlète de premier niveau, et surtout un homme de classe. Il a été un ambassadeur de qualité pour les Expos, pour Montréal et pour le Québec. Merci, M. Raymond.

Le mandat d'Adrienne Clarkson est prolongé d'un an



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Encore une autre taxe

En cette fin de septembre, Hydro-Québec demande à la Régie de l'Énergie la « permission » de hausser de 2,7 % les tarifs d'électricité. Avec sa promesse de baisses d'impôts, le gouvernement Charest cherche par tous les moyens à hausser ses revenus grâce à Hydro. Faut-il se surprendre alors de voir un ministre comme Michel Audet dire que ce n'est pas si pire que cela comme augmentation pour les entreprises ! Il serait peut-être temps que ces ministres regardent de plus près avant de permettre des hausses qui vont affecter également les familles et les plus pauvres de notre collectivité. Après une taxe (coupure de Claude Béchard) déguisée à l'aide sociale, la semaine dernière, pour appauvrir davantage les plus pauvres, le gouvernement Charest poursuit son travail pitoyable de démolition du modèle québécois au profit d'une vision conservatrice de droite où seuls les mieux nantis peuvent s'en sortir. Vraiment pitoyable comme bilan.

Jean-Hertel Lemieux
Rimouski

Quelle mission ?

Je pense qu'il faudrait que le gouvernement québécois affiche ses couleurs quant à la mission réelle d'Hydro-Québec. Est-ce encore comme lors de sa fondation, « Produire et livrer de l'électricité à tous les Québécois et au prix le plus bas possible » ou bien est-ce une façon détournée d'augmenter les impôts et les taxes ?

Sylvie Malo

Inacceptable !

Une troisième augmentation en un an, c'est inacceptable. Un point c'est tout. J'espère que les journalistes vont talonner Hydro-Québec et le gouvernement Charest pour qu'ils justifient cette odieuse augmentation. De la façon dont les Québécois se font imposer des taxes déguisées de la part du gouvernement, ils ont le droit et même le devoir de demander des comptes.

Laurent Lavoie

Pouvoir d'achat diminué

Quand tout cela va-t-il s'arrêter ? Le Québec reste le coin du monde le plus taxé. Et cela continue de façon indirecte, car ne nous le cachons pas, ces différentes augmentations sont bien des taxes indirectes prélevées auprès de

tous les consommateurs. Quand les salaires du privé augmentent laborieusement de 2 %, comment faire pour palier à cette nouvelle augmentation. Un diction célèbre dit que « trop d'impôt, tue l'impôt ». Le Québec est en train de s'enterrer lui-même. Avec son manque de population, et des investisseurs réticents à venir s'installer au Québec, que va devenir cette belle province ? Cela fait quelques années que les Québécois paient la facture : augmentation des frais de garderie, des services de garde, de l'électricité, des taxes scolaires, des taxes municipales, de l'essence, des prix du logement, de l'alimentation... Le pouvoir d'achat de chacun diminue de mois en mois et cela n'a pas l'air de vouloir s'arrêter.

Noël Hémon
Montréal

Une analyse s'impose

Nous trouvons indécentes les demandes successives de hausses depuis 24 mois. Comme plusieurs entreprises privées (depuis 20 ans), Hydro devrait revoir ses processus, ses façons de faire, voire à travailler les économies d'énergie avec les citoyens et surtout contrôler les échelles et les écarts salariaux entre son personnel et le marché. Les salaires sont vraiment disproportionnés par rapport au marché. Une réingénierie des processus, un contrôle des salaires, la sous-traitance et l'affirmation auprès des syndicats permettraient de récupérer de sept à dix p. cent des dépenses et ainsi faire une bonne gestion et éviter aux citoyens des hausses injustifiées.

Alain Cousson



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

La marche des parapluies de Centraide.

Une émotion teintée de fierté

J'ai participé ce mercredi 29 septembre à la marche des 1000 parapluies de Centraide. Ce grand rassemblement et cette belle mixité sociale ont provoqué en moi une émotion teintée de fierté d'appartenir à la collectivité montréalaise. À voir défiler des banquiers côte à côte avec des bénévoles des cuisines collectives, des employés de Bell avec des groupes communautaires de défense des droits, des jeunes et des groupes d'ânés, des madames et des messieurs tout le monde mais qui vont verser une partie de leur salaire pour les moins bien nantis, dans un geste de solidarité qui peut sembler ordinaire parce qu'il revient annuellement mais qui est loin de l'être quand on sait que règne en maître le « je, me, moi » à quelque chose à la fois d'émouvant et de réjouissant. Bravo à Centraide de pouvoir, année après année, réussir ce petit miracle de mobilisation et d'entraide.

Yvan Poulin
Centre Saint-Pierre

La vie après le Suroît



COLLABORATION SPÉCIALE

Le projet de centrale au gaz du Suroît ne verra vraisemblablement pas le jour. Les pluies abondantes de cet été ont rempli de façon inespérée les réservoirs des barrages et fournissent ainsi à Hydro-Québec la marge de manoeuvre qui lui permettra d'éviter la pénurie.

Cet acte de Dieu vient donc clouer le dernier clou dans le cercueil de ce projet dont la justification reposait sur le risque, très réel, que le Québec manque d'électricité dans cette décennie avant que de nouvelles centrales hydroélectriques entrent en production.

Je ne suis ni surpris, ni déçu. Au début de cet été, j'en étais arrivé à la conclusion qu'il fallait mettre une croix sur le Suroît et penser à un plan B, parce que le débat sur le Suroît avait à ce point retardé la mise en service de ce projet que son utilité devenait moins évidente, parce que l'opposition très vive au projet permettait de mettre de l'avant des solutions alternatives qui n'auraient pas été possibles avant, comme les économies d'énergie, parce que le coût social et politique de construire la centrale était tel que le jeu n'en valait pas la chandelle. Les pluies de cet été mettent ainsi le point final à un débat hors contrôle.

Mais il y a un danger, et c'est que cet apport providentiel d'eau dans les réservoirs crée un faux sentiment de sécurité et encourage les Québécois à retourner à la pensée magique.

Le Québec doit donc plutôt se servir de l'échec politique du Suroît pour apprendre de ses erreurs et pour repartir du bon pied. La mobilisation contre le Suroît exprimait une profonde crise de confiance envers Hydro-Québec, le gouvernement du Québec, les institutions, amplifiée par la peur et l'ignorance. Nous avons besoin d'un véritable débat sur l'énergie, pour apprendre, comprendre et s'entendre.

L'apport inespéré d'eau de pluie ne change rien à la situation de fond qui avait mené Hydro-Québec à vouloir construire une centrale thermique. Nous vivons une période nouvelle où le Québec ne pourra plus compter sur de l'énergie hydroélectrique abondante, inépuisable et à bon marché, où Hydro-Québec aura du mal à satisfaire la demande, où les stratégies économiques reposant sur l'électricité à rabais sont chose du passé, où l'ajout de nouvelles installations de production et de distribution ne se fera pas sans heurts.

Ce contexte radicalement différent sera renforcé par la grande crise qui plane sur le monde énergétique, notamment l'épuisement des réserves pétrolières, qu'un dossier de *La Presse* a remarquablement documenté ce week-end. Déjà, l'explosion du prix du brut à 50 \$ commencera à bouleverser les règles du jeu.

////////////////////

Dans ce monde énergétique nouveau, nous sommes sans balises, sans politique énergétique qui préciserait nos valeurs, nos choix et nos stratégies. C'est d'abord nos dirigeants politiques qui doivent faire preuve de leadership en la matière. Jusqu'ici, ils ont été absents. A-t-on parlé d'énergie durant la dernière campagne électorale fédérale ? A-t-on vu le gouvernement Charest proposer une quelconque direction ? D'un attermoisement à l'autre, Québec s'est plutôt réfugié derrière les travaux de la Régie de l'énergie et maintenant derrière ceux d'une commission parlementaire prévue pour novembre.

Ce leadership devrait mener le gouvernement Charest à prendre le taureau par les cornes, à annoncer formellement l'abandon du Suroît, à expliquer pourquoi et à préciser les conséquences de ce choix. Pas pour étouffer le débat dont la commission parlementaire de novembre sera l'amorce, mais pour bien le mettre sur les rails.

Une politique énergétique globale ne peut pas, en effet, se borner à s'ajuster aux mouvements de l'opinion publique. Il existe une telle chose que des intérêts collectifs. Il existe aussi une telle chose que la démocratie qui, dans le domaine énergétique, ne repose pas seulement sur les combats des groupes de pression, mais sur le respect des travaux et des conclusions des instances dont nous nous sommes dotées pour servir d'arbitre en la matière, comme la Régie de l'énergie.

Une politique énergétique doit aussi mener à réaffirmer clairement un principe, celui de l'importance de notre sécurité énergétique, qui doit nous mener à pouvoir prendre les moyens de combler nos besoins, à miser sur la diversité des formes d'énergie et des sources d'approvisionnement, à investir dans les économies d'énergie. Les éoliennes ne régleront pas tout.

Elles nous forcera aussi à réaliser que les Québécois ne pourront pas tout avoir en même temps. L'électricité abondante, pas chère, produite par la magie du Saint-Esprit, cela n'existe plus. Les économies d'énergie, tout comme la diversification vers d'autres sources d'électricité, par exemple les si populaires éoliennes, ne seront possibles que si les tarifs de l'électricité augmentent.

Il suffit de voir les premières réactions d'indignation à la demande, formulée hier par Hydro-Québec, de nouvelles hausses tarifaires, pour comprendre que ce débat sur l'énergie est plus que nécessaire.

COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

L'Amérique royaliste

La scène politique américaine ressemble au gotha des familles royales et princières d'Europe

PHILIPPE BERNIER ARCAND



L'auteur est consultant en affaires publiques basé à Paris.

Dans l'actuelle campagne présidentielle américaine, nous voyons presque autant les candidats que leur épouse et leur progéniture. D'Alexandra et Vanessa Kerry racontant comment leur père a donné le bouche-à-bouche à un hamster aux blagues d'un goût douteux des jumelles Bush en passant par les injections de Botox de Teresa Heinz Kerry, les enfants et les épouses des candidats sont sur le devant de la scène.

Si Tocqueville retournait en Amérique, verrait-il la société démocratique qu'il décrivait en opposition aux sociétés aristocratiques d'Europe ? La scène politique américaine ressemble au gotha des familles royales et princières d'Europe sauf qu'il ne s'agit pas de la Maison Tudor, de la Maison Bourbon des Deux-Siciles ou de la Maison Habsbourg-Lorraine mais plutôt de la Maison Kennedy, de la Maison Bush ou de la Maison Clinton. Les membres de chacune de ces Maisons ont beaucoup de pouvoir, de prestige, d'argent et occupent les postes clés dans les médias, la politique et les affaires.

En Grande-Bretagne, en Espagne, aux Pays-Bas, en Suède, en Belgique, au Japon ou dans les autres monarchies du monde, on se passionne pour les enfants des monarques. À travers leurs magazines et journaux nationaux, on les voit naître, grandir, recevoir un diplôme d'une université prestigieuse en toge et mortier ou un brevet d'officier en uniforme militaire. Il n'y a pas une semaine qui passe sans que l'on photographie les héritiers au trône participant à une compétition équestre ou assistant à un défilé de mode. Quand les pays n'ont pas de monarchie, ils s'en inventent une comme avec les Kennedy aux É.-U. ou les Gandhi en Inde.

Cette carence de monarchie fait en sorte que l'on s'approprie les familles des chefs

La société hyper-médiatisée dans laquelle nous vivons fait en sorte que la communication politique préfère la séduction à l'argumentation.

d'État comme famille royale de substitution. Les magazines à potins étalent leurs vies, leurs mariages comme leurs problèmes d'alcool, de cocaïne, de jeu et de vie conjugale. Les médias américains se sont passionnés pour les amours de John F. Kennedy Jr, dit John-John, avec Daryl Hannah, Madonna ou Carolyn Bessette. Ils se sont aussi moqués de l'appareil dentaire de Chelsea Clinton ou des frasques imbibées d'alcool des jumelles Bush. De même



PHOTO PATRICK DEMARCHELIER, VOGUE

Jenna Bush (à gauche) et Barbara Bush ont été tenues loin des feux de la rampe, mais réélection oblige, elles font maintenant partie du paysage médiatique américain.

qu'au Canada, Justin Trudeau ou Ben Mulroney sont surexposés dans les médias.

Le roi est mort ! Vive le roi !

Lorsque John F. Kennedy est décédé, on a prêté un destin présidentiel à ses frères Robert et Ted ainsi qu'à son fils JFK Jr. George W. Bush est fils de président, petit-fils de sénateur et frère de gouverneur. John Quincy Adams est devenu comme son père, John Adams, président des États-Unis. Les rumeurs de Washington et New York pré-

disent que la sénatrice Hillary Rodham Clinton, l'épouse de l'ancien président Bill Clinton, sera candidate à la présidentielle en 2008. Au Québec, nous avons vu les deux fils du premier ministre Daniel Johnson Sr, Daniel Jr et Pierre Marc, devenir à leur tour premier ministre. L'actuel premier ministre du Canada, Paul Martin Jr, est le fils du ministre Paul Martin Sr qui a tenté à deux reprises de remporter la course à la chefferie du Parti libéral du Canada.

Dans une Amérique de plus de 300 millions d'habitants, il devrait y avoir une grande diversité de candidatures aux postes politiques. Pourtant, on a l'impression que les candidats proviennent tous des mêmes familles. L'Amérique aime les dynasties et se comporte comme si elle était royaliste. Les mariages servent à créer des alliances. Ainsi, celui du gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger, avec la journaliste Maria Schriver, de la Maison Kennedy. À la dernière convention du Parti démocrate,

à Boston, les vedettes étaient Ron Reagan Jr, fils du président Ronald Reagan, et Chris Heinz, fils du sénateur John Heinz et beau-fils du sénateur John F. Kerry.

La société hyper-médiatisée dans laquelle nous vivons fait en sorte que la communication politique préfère la séduction à l'argumentation. Les enfants de l'homme d'État deviennent un outil de marketing pour améliorer son image. Dans toutes les campagnes électorales, nous voyons les enfants des candidats sourire devant les photographes pour prouver leur attachement aux valeurs familiales ou séduire l'électorat jeune. Ces enfants sont les princesses et les princes d'une Amérique sans famille royale.

Santé: mettons fin aux calculs à l'aveuglette

CLAUDE FERGUSON
ET ROBERT GRIGNON
Les auteurs sont des actuaires pratiquant au Québec et dirigent les travaux de la Commission des pratiques en santé de l'Institut canadien des actuaires.

Nos gouvernements semblent enfin vouloir aller dans la bonne direction. La conférence des premiers ministres a donné lieu à une entente inattendue en matière de santé. C'est un grand pas en avant.

Cependant, malgré ces efforts louables, le gouvernement fédéral et les provinces nous donnent toujours l'impression qu'ils continuent d'avancer à l'aveuglette lorsqu'il s'agit de gérer les changements requis à notre système de santé. La danse des chiffres des dernières semaines a démontré à quel point nos gouvernements s'entendent difficilement sur la question des besoins financiers du système de santé.

Nos instances décisionnelles ne se sont jamais dotées de méthodes modernes et fiables pour établir scientifiquement les coûts des soins de santé, ainsi que leur progression dans le temps. Cette faiblesse au niveau de l'administration affecte autant notre capacité de gérer le régime actuel que notre habilité de définir et évaluer l'impact financier des changements requis pour le maintenir à jour, comme par exemple l'addition d'un programme universel de médicaments ou

l'ajout d'un nouveau pan complet de soins à domicile.

Il n'y a pas de raisons pour qu'il en soit ainsi. Il est possible d'obtenir un portrait clair quant aux coûts et au niveau de financement requis en même temps qu'on s'organise pour atteindre les objectifs de services et qu'on planifie pour combler les besoins futurs de la population. Parmi les disciplines professionnelles, il y en a une qui est reconnue depuis longtemps et dont l'expertise

Il est temps d'utiliser la science actuarielle afin de mieux gérer l'équilibre entre l'offre et la demande de services de santé à long terme.

répond spécifiquement à ce genre de question. En effet, il existe au Québec et au Canada une des plus hautes concentrations d'actuaires per capita au monde. Les actuaires du Canada, regroupés au sein de l'Institut canadien des actuaires, jouissent d'une réputation enviable à l'échelle internationale. Pourquoi diable faudrait-il s'en priver ? (...)

De toute évidence, des travaux sont nécessaires maintenant et au cours des prochaines années pour bien comprendre l'évolution

des besoins de la population en matière de soins de santé, d'une part, et, d'autre part, les coûts futurs et les sources de financement pour ces services. Mais il n'existe toujours pas d'organisme public qui soit responsable de faire régulièrement rapport à la population, indépendamment de toute pression politique, sur l'évolution de la situation financière de notre système de santé.

Si nous persistons à laisser notre système de santé naviguer en mode de pilotage automatique, il est toujours possible que notre capacité d'offrir des services continue de demeurer inférieure aux exigences de la population. Il semble plus que vraisemblable que les citoyens continueront à vivre des frustrations lorsque viendra le temps d'obtenir certains soins de santé. Il est donc temps d'utiliser la science actuarielle afin de mieux gérer l'équilibre entre l'offre et la demande de services à plus long terme.

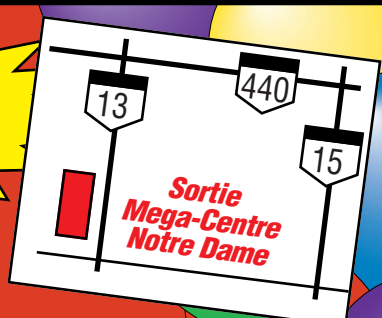
Comme l'écrivait André Pratte récemment, l'heure est arrivée où il devient nécessaire de comprendre, de planifier et de gérer les coûts des divers services de santé, pas simplement d'y consentir plus ou moins d'argent. Seule l'application d'une démarche scientifique permettra non seulement de rétablir, mais aussi de maintenir l'intégrité financière du programme de sécurité sociale le plus important de notre pays, et de redonner confiance à la population.

Maintenant
à SAINT-JEROME
Carrefour de Nord

BENIX & CO.

Importateurs d'articles ménagers de qualité

Maintenant
à LAVAL
Mega-Centre
Notre Dame



GRAND SOLDE D'OUVERTURE!

**DIRECTEMENT
DES FABRICANTS!**

**Économisez
jusqu'à 80%**

Décapsuleur de bouteilles de vin Avec support et coupe aluminium pour PRIX BENIX 19⁹⁷\$ Prix comparable 99,99\$	Superbe ensemble à vin 5 pièces "Grand Reserve" PRIX BENIX 29⁹⁹\$ Prix comparable 79,99\$	Ensemble à fromage 4 morceaux incluant planche en bois et 3 couteaux PRIX BENIX 10⁰⁰\$ Prix comparable 39,99\$	Support à vin en fer forgé 6 bouteilles PRIX BENIX 19⁹⁹\$ Prix comparable 49,99\$	
Porte-chandelle en verre et avec support en fer forgé "Santa Fe" 18 po PRIX BENIX 12⁹⁹\$ Prix comparable 39,99\$	Bol en verre maté sur pied en fer soudé PRIX BENIX 12⁹⁹\$ Prix comparable 79,99\$	Ensemble de trempette à l'huile d'olive 5 pièces PRIX BENIX 12⁹⁹\$ Prix comparable 45,99\$	Mélangeur à cocktail avec tamis Acier inoxydable 18/10 WEXFORD STEEL PRIX BENIX 10⁰⁰\$ Prix comparable 49,99\$	
Ensemble de jeu 3 en 1 échec, dames ou backgammon PRIX BENIX 15⁰⁰\$ Prix comparable 39,99\$	Portephotos rotatif fini étain pour 10 photos 3 po x 5 po PRIX BENIX 20⁰⁰\$ Prix comparable 59,99\$	Plat à triple compartiment Joshua Maxwell studio PRIX BENIX 17⁹⁹\$ Prix comparable 59,99\$	Ensemble de 6 assiettes à hors-d'œuvre PRIX BENIX \$14⁹⁹ Prix comparable 39,99\$	
Planteuse "York" 12 1/2" po. haut PRIX BENIX 19⁹⁹\$ Prix comparable 59,99\$	Plats de service en verre gaufré Au choix PRIX BENIX 15⁰⁰\$ Prix comparable 39,99\$	Flûtes et verres en cristal fabriqués en Italie PRIX BENIX 11⁹⁹\$ Prix comparable	Ensemble de 4 tasses à Café Espresso avec soucoupes PRIX BENIX 12⁹⁹\$ Prix comparable 24,99\$	
Fine porcelaine blanche Montez votre propre service PRIX BENIX 2⁹⁹\$ à 14⁹⁹\$ Prix comparable jusqu'à 34,99\$	Coutellerie 72 pc en acier inox 18/10 Type Solingen PRIX BENIX 79⁹⁹\$ Prix comparable	Ensemble à cuisson 7 morceaux acier inoxydable 3 plis PRIX BENIX 39⁹⁹\$ Prix comparable	Accessoire de cuisine en marbre incluant Rouleau à pâte avec support en bois Coupe-fromage, mortier et pilon et plaque à découper à partir de 5⁹⁹\$ Prix comparable 59,99\$	
Poêles en fonte Ensemble de 3 PRIX BENIX 19⁹⁹\$ Prix comparable 39,99\$	Ensemble de cuisine avec fond triple couche Acier inoxydable 18/10 PRIX BENIX 29⁹⁹\$ Prix comparable 129,99\$	Batterie de cuisine inoxidable antiadhésive 16 morceaux avec poignées en acier inoxydable et couvercles en verre trempé PRIX BENIX 89⁹⁹\$ Prix comparable 299,99\$	Ensemble à cuisson antiadhésif 5 pièces 2 moules à gâteau, moule à muffins, moule à cuire, plat à biscuits PRIX BENIX 15⁰⁰\$ Prix comparable 49,99\$	
Ensemble de couteaux 15 pièces à manche riveté avec bloc en bois massif WEXFORD FORGE PRIX BENIX 49⁹⁹\$ Prix comparable 149,99\$	Gratuit MARMITE 16 QUART! Recevez cette magnifique casserole 16 quarts Carrera en acier inoxydable à l'achat d'un ensemble de 10 pièces Carrera Valeur de 100 \$ avec coupon seulement ne peut être jumelé avec une autre offre			Ensemble de cuisine avec fond triple couche Acier inoxydable 18/10 PRIX BENIX 249⁹⁹\$ Prix comparable 599,99\$ Design italien CUISINE INTERNATIONAL

MEILLEURS PRIX !

Benix & Co. importe directement des manufacturiers outre-mer, sans intermédiaire, et vous fait profiter des économies !

QUALITÉ SUPÉRIEURE !

Nous sommes fiers de vous offrir la meilleure qualité au bas prix ! Personne ne peut offrir une telle qualité à un tel prix !

PLUS DE CHOIX !

Avec une sélection de milliers d'articles, Benix est le plus important fournisseur d'articles de marque pour la cuisine, la table et les cadeaux.

PRIX GARANTIS !

Montrez-nous un article identique à un prix plus bas et non seulement nous égalons le prix, mais nous vous donnerons un rabais additionnel de 10 % !

Avec ses 80 magasins partout au Canada, Benix est le leader des marques de qualité pour la maison, à des PRIX IMBATTABLES !

BENIX & CO.

Importateurs d'articles ménagers de qualité

Heures d'entrepôt: Lundi au vendredi 10 h à 21 h • samedi de 9 h à 17 h • dimanche de 10 h à 17 h

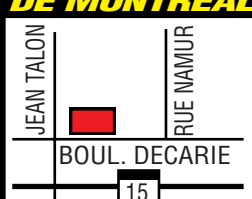
Montréal Centre commercial Boulevard, Le Faubourg Sainte-Catherine, Les Halles de la Gare • **Saint-Laurent** La place Vertu
Longueuil Place Longueuil • **Dollard-des-Ormeaux** Galerie des Sources • **St-Hyacinthe** Galeries St-Hyacinthe • **Joliette** Galeries Joliette
Saint-Jerome Carrefour de Nord • **Drummondville** Les Promenades Drummondville • **Trois-Rivières** Centre Les Rivières

ENTREPÔT DE SAINT LÉONARD



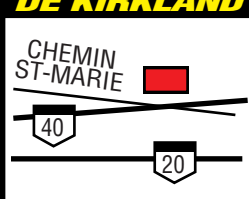
Lundi au vendredi 9 h à 21 h
samedi de 9 h à 17 h
dimanche de 10 h à 17 h

ENTREPÔT DE MONTREAL



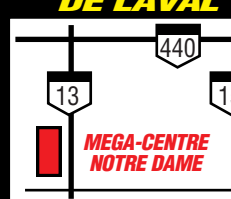
7335, boul. Décarie,
angle Jean-Talon et métro Namur

ENTREPÔT DE KIRKLAND



Autoroute 40 Ouest,
sortie chemin Sainte-Marie

ENTREPÔT DE LAVAL



Sortie Mega-Centre
Notre Dame

Limite d'un super spécial par famille, jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Super spéciaux disponibles tant qu'il y en aura. Certains articles peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. Venez tôt pour un plus grand choix. En cas d'erreur d'impression, les articles seront vendus au prix en vigueur.